

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LAW

ET

LE COMMERCE COLONIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 28 novembre 1921, à 2 heures du soir

PAR

BERNARD LE COUTEUX

Licencié ès lettres

Président : M. PEYREAU, Professeur
Suffragants { *MM. PERCEROU, Professeur*
RIPERT, Professeur

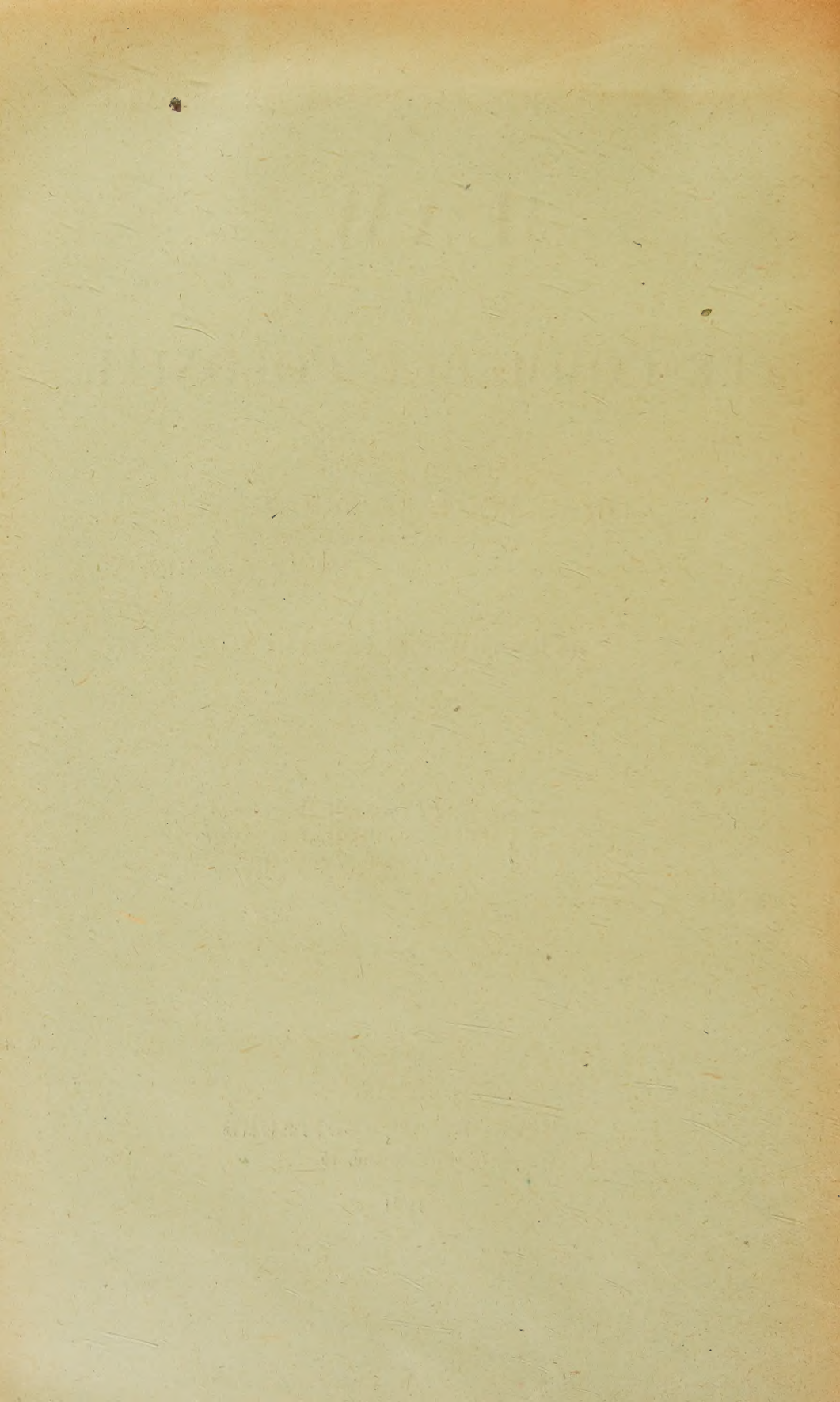
PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

*Thèse
Paris
1921.*



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

87305

LAW

ET

LE COMMERCE COLONIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 28 novembre 1921, à 2 heures du soir

PAR

BERNARD LE COUTEUX

Licencié ès lettres



Président : M. PEYREAU, Professeur
Suffragants { *MM. PERCEROU, Professeur*
RIPERT, Professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LAW ET LE COMMERCE COLONIAL

CHAPITRE PREMIER

LES IDÉES

SECTION I. — ENTRÉE EN MATIÈRE

A. *Entrée en matière.* — Le but de cette modeste étude est de considérer John Law, de Lauriston, l'un des rares hommes dont on aurait pu dire, comme de Lauzun : « On ne rêve pas comme il a vécu », dans ses rapports avec le commerce colonial. Dans cette première partie, nous nous attacherons à rechercher les idées de ce personnage; dans une seconde, à exposer sa tentative de monopole du commerce colonial; dans une troisième enfin, à indiquer quelles pourraient être aujourd'hui les possibilités de réalisation de ce Système. Qu'il soit donc permis à l'auteur de déclarer en premier lieu qu'il n'est aucunement dans ses intentions de considérer le rôle financier de l'opération. Il serait d'ailleurs téméraire de l'essayer après les maîtres qui ont écrit sur la matière. Il nous est donc apparu que ce novateur avait plus frappé ses contemporains et la postérité par sa Banque d'Etat que par sa tentative commerciale de créer une Compagnie des Indes jouis-

sant du monopole royal. Sans doute, le désordre des finances publiques, au début de la Régence, justifiait-il une semblable orientation de la part de ceux qui étudièrent le Système et qui n'ont vu uniquement dans l'entreprise coloniale qu'un accessoire de la politique financière de John Law. Nous estimons tout au contraire que, dans sa pensée, la Banque ne devait posséder d'importance que par le crédit que l'on ferait au gage colonial. D'autre part, l'échec de cette tentative géniale déconsidéra absolument les projets bancaires de son auteur. Les contemporains, ainsi qu'il arrive presque toujours, principalement occupés à considérer la débâcle, perdirent de vue la base même du Système. La Louisiane leur apparut toujours comme lointaine, partant peu intéressante, et cela, même aux beaux jours du « Mississipi ». A plus forte raison, lorsque le visa des frères Pâris eut consacré l'effondrement des actions de la Compagnie et des billets d'Etat, n'y eut-il plus qu'oubli et que rancœur à l'égard de la colonisation. Ces sentiments, pour excessifs et injustes qu'ils étaient, pouvaient néanmoins s'expliquer par la profonde désillusion des victimes du Système. Mais, à notre avis, il convient d'ajouter que l'opinion publique, complètement ignorante de la question coloniale, n'était pas capable de se passionner pour elle et n'avait en vue que l'agiotage dont elle pouvait être la cause.

S'il est vrai, comme l'a affirmé en 1900 l'éminent Secrétaire général du Congrès international de Sociologie coloniale que « la colonisation n'est pas un phénomène simple, mais un phénomène complexe, participant tout

ensemble du phénomène économique et du phénomène social, tenant au premier par la mise en valeur de richesses nouvelles, tenant au second par cet ensemble de forces humaines qui en constituent l'un des facteurs essentiels », ce n'est pas un, mais plusieurs problèmes qui se posent tout à la fois, entre autres celui de l'organisation juridique des colonies. Rien d'étonnant donc à l'échec de la colonisation de la Louisiane sous la Régence. Ni le duc d'Orléans, ni les Grands de la Cour n'étaient préparés à envisager une telle opération, dont le côté purement spéculatif leur échappait même; car, pour spéculer intelligemment, encore faut-il connaître parfaitement la nature et les ressources de l'affaire à laquelle on s'intéresse. John Law était un théoricien, certes, — l'idée lui appartient; il était aussi un homme d'affaires. Son Système ne pouvait réussir, car le milieu parasite qui, grâce à l'arbitraire et au privilège, confisquait les fruits du travail de quelques-uns, ne pouvait lui être d'aucune utilité en cas de panique, et on le vit bien. Saint-Simon, qui fit de Law un admirable portrait, que nous reproduirons d'ailleurs en le commentant quelque peu, a dit que c'était « un homme à Système » et rien n'est plus juste. L'entreprise coloniale a été, pour cet homme à Système, doublé d'un opportuniste clairvoyant, la base même du monument économique dont la solidité fut si précaire.

John Law of Lauriston, qui fut Contrôleur général des finances en France — Monseigneur Law — était né à Edimbourg (Ecosse) le 1^{er} avril 1671 (l'encyclopédie anglaise mentionne le 21 avril 1681). Son père Wil-

liam Law était orfèvre et sa mère, une Campbell, descendait de la fameuse maison ducale d'Argyll. Il reçut une brillante éducation et, après des aventures de jeunesse, voyagea beaucoup, joua habilement, observa remarquablement dans tous les pays où il séjourna, et se trouva ainsi posséder de façon très complète la science des affaires. Accueilli, puis chassé de France, il réussit, après des vicissitudes diverses, à gagner la faveur du Régent, le duc d'Orléans, établit une Banque puis une Compagnie de Commerce. Nous étudierons le mécanisme de cette dernière dans la seconde partie de cette monographie. Nous nous bornerons à rechercher dans la première si cet homme prodigieux avait des idées personnelles ou s'il s'est seulement laissé guider par les circonstances. Nous n'hésitons pas à pencher pour la première hypothèse. Law a commencé en effet par établir une Banque avant de fonder une Compagnie de Commerce. Il les a réunies ensuite et ce fut sans doute cet acte qui lui valut, de la part de Saint-Simon, la réputation, méritée selon nous, d' « homme à Système ». C'est donc la réunion des deux organismes qui apparaît comme l'essentiel de la combinaison. Isolés, ils ne pouvaient pas se rendre les mêmes services que s'étayant l'un sur l'autre et destinés à se renforcer mutuellement. Que la fusion se soit faite trop tôt, cela est également indéniable.

SECTION II. — LA THÉORIE UNITAIRE.

B. *La théorie unitaire.* — Cette constatation nous

amène à écrire que, plus encore qu'un homme d'affaires, cet « homme à Système » était véritablement un homme d'Etat. Sa grande originalité consiste à avoir, à cette époque, la vision très nette de la théorie unitaire; théorie qu'il voulut, infructueusement d'ailleurs, faire passer dans la pratique. Faire de l'ensemble du peuple français un corps d'actionnaires d'une Compagnie privilégiée à laquelle serait adjointe une Banque pour lui servir de caisse, tel était, en résumé, le plan de Law. Cette idée géniale — et, comme toutes les idées géniales, très simple — n'a pas été clairement dégagée par beaucoup de ceux qui ont étudié le Système. Cela tient à ce que l'on s'est hypnotisé sur le seul côté financier. Il y a eu beaucoup à gagner, croyons-nous, à considérer la conception unitaire sous son double aspect; commercial et financier: c'est de l'unitéisme économique. Et, s'il fallait indiquer, entre les deux éléments, celui dont l'importance prime, ce serait, à nos yeux, l'élément commercial. Bien que les deux organismes — Compagnie et Banque — aient été étroitement réunis par leur fondateur, on peut se demander s'il n'aurait pas mieux valu les laisser vivre chacun d'une manière originale. On pourrait discuter à perte de vue sur ce sujet, et cette controverse sortirait du cadre de cette modeste étude. Pour notre part, nous répondrions franchement par la négative. Car, pour élever le commerce colonial à la hauteur d'une exploitation réglée et d'une source de revenus permanents pour la métropole — ce qui était alors une véritable innovation sur laquelle on n'a pas assez insisté — une Banque d'Etat était sinon un

indispensable, du moins un très nécessaire contrepoids à cet organisme puissant, mais trop considérable pour ne pas avoir besoin d'un soutien, qu'était la Compagnie privilégiée.

Nous relevons, chez un grand historien, un jugement de haute valeur, qui mérite d'être transcrit *in extenso* et qui vient à l'appui de notre opinion. Henri Martin a écrit, au tome XV de son *Histoire de France*, la page suivante : « Une conception si vaste et si hardie mériterait tout notre intérêt, quand elle ne serait plus pour nous que l'objet d'une étude historique; mais il y a là bien davantage. Les idées de Law sur le papier-monnaie, sur l'intérêt de l'argent, sur beaucoup d'autres choses vivent et palpitent parmi nous. Sa théorie est le point de départ d'une grande Ecole économique et sociale, de cette Ecole unitaire, dont les sectateurs les plus exclusifs poussant leur pensée logiquement aux dernières conséquences, aboutissent à l'absorption de l'individu par la Société et à la communauté universelle. L'idée unitaire, un moment au pouvoir avec Law, puis mêlée confusément au grand courant libéral et individualiste du XVIII^e siècle qui se précipite en sens inverse et qui l'entraîne sans l'engloutir, reparaît entre les fractions militantes de la Révolution. Elle reprend ensuite le caractère scientifique de son origine, agrandit son cadre pour y faire entrer, avec l'économie politique, tous les autres aspects de la vie sociale et fonde, au XIX^e siècle, des sectes, puis de nouveaux partis dont les doctrines seront longtemps encore l'objet d'orageux débats. Les esprits les plus aventureux de cette Ecole ont bien su revendi-

quer et glorifier leur père dans le réformateur écossais quoique Law, comme il arrive aux inventeurs, n'eut sans doute point aperçu toute la portée de son Système et n'eut probablement pas accepté tout ce qu'on pouvait en déduire. »

Nous ne retiendrons de ce passage remarquable que ce qui a trait à la théorie unitaire. Voir en Law le père du Fourierisme c'est une opinion très défendable certes, mais dont la discussion nous entraînerait trop loin. Pourquoi ne pas voir en lui plutôt l'ancêtre du Socialisme d'Etat ? Car la théorie unitaire ressemble fort aux remèdes proposés par les socialistes de la chaire, contre ce qu'ils appellent l'action anarchique de l'individualisme. La Compagnie et la Banque, associées pour faire le bonheur de la nation, en supprimant impôts et taxes de toute sorte, quel exemple plus insigne du socialisme étatiste ? ou, plus exactement encore, d'interventionnisme ? Mais le mot « théorie » appliqué à Law sonne mal. A notre avis, le mot « Système » conviendrait beaucoup mieux. Et, en proposant de substituer « Système unitaire » à « théorie unitaire », nous croyons ne pas commettre d'infidélité historique envers ce personnage que Saint-Simon qualifie très justement d'homme à Système. Beaucoup de personnes ne croient pas que Law eut un véritable Système et ne voient en lui qu'un homme d'affaires habile, ce qui nous paraît inexact. Qui dit : Système dit : théorie conçue avant l'action. Or, l'auteur exilé affirme lui-même qu'il conserve foi en ses idées et qu'il aurait réussi « si des événements extraordinaires ne l'avaient obligé à s'éloigner

de son plan ». Il avait donc un plan préétabli et logiquement tracé. Cette assertion est essentielle et réfute tous ceux qui croient ou font semblant de croire à l'absence de directives dans cet essai. Au début du XVIII^e siècle, il n'en reste pas moins vrai que le réformateur écossais a eu le mérite de vulgariser l'art commercial. Le public qui, depuis des siècles, ignorait pour ainsi dire ces sortes de transaction et les spéculations auxquelles elles peuvent donner lieu, commença à se rendre compte de la façon lucrative dont il pouvait occuper son temps. Ce fut l'occasion de l'enrichissement d'une partie de la bourgeoisie qui, après la fortune, voulut conquérir le pouvoir. Cette crise de spéculation effrénée — conséquence, sinon voulue, du moins logique du Système — marque une étape, très sérieuse, dans l'accession du Tiers-Etat aux affaires publiques. Voltaire s'est bien rendu compte de la transformation sociale qui se préparait ainsi et du résultat qu'amènerait ce déplacement des richesses. Voici ce qu'il écrivait dans le *Dialogue entre un philosophe et un Contrôleur général des Finances* : « Un Ecossais, homme utile et dangereux, établit en France le papier de crédit. C'était un médecin qui donnait une dose d'émétique trop forte à ses malades. Ils en eurent des convulsions; mais parce qu'on a trop pris d'un bon remède, doit-on y renoncer à jamais ? Il est resté, des débris de son Système; une Compagnie des Indes qui donna de la jalousie aux étrangers, et qui peut faire la grandeur de la Nation. Donc, ce Système, contenu dans de justes bornes, aurait fait plus de bien qu'il n'a fait de mal. »

Law, au moment où il écrivait au Régent, pour le supplier de le laisser ouvrir une Banque à ses risques et périls, reconnaissait sans peine que la France était dans une situation de méfiance vis-à-vis du crédit. Il se vantait d'avoir levé le grand obstacle au crédit, en rendant le Roi caissier de l'Etat; « la Banque, affirmait-il, est un crédit général qui produit des commodités et des avantages à toutes les parties de l'Etat et principalement au commerce »; la confiance, d'après lui, étant une suite de l'abondance de la monnaie — métallique ou fiduciaire — et la méfiance une des suites de sa rareté.

Ce qui demeure exact, c'est, qu'à cette époque, la France était plus avancée que l'Angleterre qui ne connaissait ni le billet à ordre ni les tribunaux de commerce en tant que juridiction spéciale. Il fallait compléter cette avance en mettant la France au premier rang des Etats, et, pour cela, « faire devenir la nation entière un corps de négociants dont la Banque d'Etat serait la caisse. Car l'Etat ne doit pas seulement être banquier, il doit, en outre, être commerçant. Les ressources nouvelles qu'il aura créées — en émettant du papier-monnaie — il doit en diriger l'emploi par la formation d'une Compagnie de Commerce dans laquelle doivent tomber successivement tous les effets commerciaux du Royaume et qui n'en fasse qu'une masse en faveur de la Compagnie », cette dernière étant, bien entendu, étroitement reliée à la Banque. Et c'est ici qu'apparaît bien clairement, exposée par son auteur lui-même, la conception unitaire de Law qui se fit jour complètement, lorsqu'il réunit ces deux organis-

mes : Banque et Compagnie, destinés à marcher l'un par l'autre et concurremment.

SECTION III. — COMPAGNIE UNIQUE OU COMPAGNIES
MULTIPLES

C. Compagnie unique ou Compagnies multiples. — Mais, à notre avis, se posait un autre problème. Le premier consistait à admettre ou à repousser la fusion de la Banque et de la Compagnie. Nous avons exposé les raisons qui nous faisaient pencher en faveur de la fusion. Le second est celui de savoir si l'on devait instituer une Compagnie privilégiée ou laisser fonctionner, non pas le libre jeu de la concurrence, mais différents monopoles; car l'investiture royale était nécessaire, absolument nécessaire même, à toute entreprise de ce genre. Cette question est infiniment plus complexe que la première, quoique moins essentielle selon nous, au plan économique qui nous intéresse. Les arguments en faveur de l'unité et de la pluralité des Compagnies de Commerce sont nombreux. Voyons-en quelques-uns : Il ne manquait pas en effet de gens pour dire : on trouvera des Compagnies particulières formées par des négociants d'un port quelconque (Rouen, Saint-Malo, La Rochelle ou Marseille) qui se chargeront du commerce exclusif du Sénégal, de la Guinée ou du Canada, cela pour restreindre le champ d'activité de chaque Compagnie qui, en dispersant moins ses efforts, sera ainsi plus utile au Royaume. Les adversaires du monopole unique ajoutaient : chacune de ces Compagnies gagnera

en chaque branche du commerce, car les frais seraient minimes, au lieu qu'une seule Compagnie, comme la Compagnie des Indes, y perdra toujours.

D'aucuns préconisaient ce qu'il conviendrait d'appeler l'exploitation tripartite des colonies : il y aurait trois Compagnies de Commerce, ayant à leur tête, ce qui serait essentiel, des gens de métier (nous trouvons ici l'influence indéniable exercée par l'exemple de la Compagnie d'Ostende qui était gouvernée par des négociants élevés dans la pratique du Commerce maritime). Ce seraient :

1^o La Compagnie de Rouen pour le commerce du Sénégal;

2^o La Compagnie de La Rochelle pour le commerce du Canada;

3^o La Compagnie de Marseille pour le commerce du Cap Nègre.

Nous allons voir les critiques que soulève une pareille organisation du Commerce colonial. Quelles qu'elles soient, elles sont moindres cependant que celles qui empêchaient, à cette époque, de rendre le commerce ouvert à tous les particuliers et de laisser le trafic libre.

En effet, ou les négociants fréteront des navires, et ils se trouveront entre les mains des armateurs; ou ils les achèteront, ce qui nécessite pour eux la possibilité d'une avance. Il n'y a guère pour la consentir que l'Etat sous forme de subvention, ou le public sous forme de prêt à intérêt. Ces débours ne seraient pas les seuls. Il y aurait, en plus, notamment ceux relatifs à l'achat de la cargaison, à la constitution de l'équipage et à son

ravitaillement. Tous ces frais pour des voyages au long cours dont le succès est incertain et le retour de fonds fort tardif. De plus, si les retours sont bons, beaucoup de personnes seront attirées vers le Commerce maritime (en particulier la noblesse, car c'était le seul genre de commerce auquel elle puisse s'intéresser sans déroger) et la multiplicité des négociants diminuera considérablement leurs profits. Si les retours sont médiocres, le commerçant n'aura qu'une faible ardeur à continuer son trafic : s'ils sont mauvais, il se découragera et abandonnera le métier.

Il existe un autre inconvénient, et plus grave. Les particuliers, en effet, ne se communiquant pas la liste de leurs cargaisons, on court le risque de voir dans une colonie surabondance d'un produit, ailleurs pénurie de ce même produit, d'où, dans le premier cas, vente à vil prix, et, dans le deuxième, vente à un prix excessif. De toutes façons, l'équilibre de la juste balance des transactions sera rompue. Une équitable répartition des bénéfices et des pertes nécessitait donc à cette époque la constitution d'une Compagnie privilégiée pour le commerce lointain. D'ailleurs, le Roi se réservait toujours le droit de contrôle. En 1700, date de la nomination de Chamillart comme ministre d'Etat, fonctionnait un Bureau du Commerce avec rôle consultatif, composé de personnages compétents en la matière.

Il est certain que Law était partisan de l'association, qu'elle soit créée ou contrôlée par l'Etat. Il était né dans un pays où fleurissaient, depuis plus d'un siècle, les idées d'association. La première Société anglaise

pour le Commerce de l'Orient date de 1599. D'ailleurs, les mauvaises affaires faites par les Compagnies particulières éloigneraient les actionnaires qu'effraient toujours les aléas. Mais ceux-ci seraient plus disposés à prêter à une Compagnie privilégiée possédant le monopole de tout le Commerce colonial. La confiance est bien plus réelle dans le deuxième cas que dans le premier. Et puis, il est évident que les frais généraux des grandes entreprises sont proportionnellement moins élevés que ceux des petites. Si c'est à la multiplicité des Compagnies que se rallie le Gouvernement, il y aura fatalement des plaintes des unes et des autres, et des conflits au sujet de la délimitation du trafic. Pour éviter des fraudes, qui se produiraient toujours, il serait d'ailleurs nécessaire d'avoir recours à un personnel spécialement organisé en vue de ce but, ce qui serait une source non négligeable de dépensés. Que l'on joigne à cet inconvénient les demandes de secours, les ennuis inhérents aux rivalités entre Compagnies, et l'on verra que ce tableau — conforme à ce qui existait du temps de Louis XIV — n'était pas encourageant. Il y avait bien certaines combinaisons qui consistaient à atténuer les inconvénients du Commerce maritime, confié, soit à des particuliers, soit à des Sociétés également indépendantes du pouvoir central; notamment la délimitation du Commerce, la déclaration obligatoire des cargaisons auxquelles nous avons fait allusion plus haut. Elles ne nous apparaissent que comme de faibles palliatifs à un statut originellement défectueux (il est et reste bien entendu que nous nous plaçons toujours, quant à la

solution à adopter, au point de vue des gens du XVIII^e siècle). Il en reste une autre qui consiste à créer, à côté d'une grande Compagnie des Indes privilégiée, des Compagnies particulières afin de décharger celle-là d'un si grand fardeau. De prime abord, il est facile d'apercevoir ce qu'aurait de chimérique une semblable politique. Il est hors de doute qu'il serait presque impossible d'entretenir une parfaite harmonie entre cette Compagnie des Indes et des petites Compagnies fatalement jalouses de l'influence de la première. Puis, en cas de guerre — et elles étaient fréquentes à l'époque — le Roi se trouve dans la nécessité de faire convoyer le moins de vaisseaux possible, car, outre que ceux d'une grande Compagnie sont mieux équipés, il y a moins d'unités numériques à protéger. Enfin, il est plus de la dignité du Royaume d'avoir une grande Compagnie jouissant de larges attributions relativement au trafic colonial que de l'affaiblir et de répartir ses commerces entre différentes Compagnies particulières. Cet argument est, en somme, celui de la raison d'Etat.

SECTION IV. — LE PLAN COLONIAL ET ÉCONOMIQUE

D. *Le plan colonial et économique.* — Le premier champ d'expérience devait être la Louisiane (1). Cette admirable contrée était peu connue, car Crozat n'avait

1. Nous avons trouvé des renseignements précieux aux Archives du Ministère des Affaires étrangères, notamment dans le registre coté : *Amérique 1*, des *Mémoires et Documents*, et en particulier dans l'*Extrait d'un mémoire*, n° 25, porté au Conseil de Régence le 11 février 1716 et aussi dans *France*, 1991.

pas su profiter de son privilège d'exploitation. Nous reviendrons d'ailleurs avec plus de détails dans la seconde partie de cette étude sur les possibilités d'exploiter les richesses de la Louisiane, mais ici il nous est impossible de ne pas dire quelques mots des ressources de cette contrée. Sans exagération aucune, il y avait des mines d'or, de cuivre et de plomb, d'aucuns avançaient même : d'argent. La situation était exceptionnelle, indépendamment même du climat qui était doux et tempéré. Le voisinage des colonies anglaises et espagnoles était de nature à nous mettre en Amérique, vu que nous possédions le Canada, sur un pied d'égalité avec nos voisins (1). L'accès sur le golfe du Mexique était précieux. Nous étions ainsi à proximité de la Havane et de beaucoup d'autres ports des Espagnols, à proximité aussi de nos Antilles où nos colons avaient aménagé de si fructueuses plantations. La faune était nombreuse; quant aux légumes et aux fruits, ils étaient à la fois abondants et variés. Le tabac y était aussi bon qu'en Virginie, et cela était de grande importance et pouvait, en cette matière, nous libérer de la suprématie anglaise. Le riz, l'indigo, le cacao, venaient bien. Mais un fait bien plus digne d'attention était l'existence de chênes et de sapins, très beaux et en très grande quantité. C'était la matière première nécessaire pour la construction d'une flotte de commerce. Il ne manquait que la main-d'œuvre. Mais il est relativement facile

1. Cf. Arch. Aff. Eir., *Mém. et Doc.*, France, 1991, pièce n° 6, par l'abbé Raguet : « Il est de l'intérêt de l'Espagne et de l'Angleterre d'assurer leur état dans la Louisiane par des limites fixes et dont la France demeure d'accord. »

de faire venir des colons. Que l'on joigne à cela l'existence de goudron de thérébentine en abondance, de beaucoup de noyers et de mûriers blancs propres à nourrir les vers à soie et à l'établissement d'une soierie comme celle des Anglais dans la Caroline et l'on verra que, par la multiplicité et la valeur de ses produits, la Louisiane formait pour nous une base de colonisation de premier ordre. Sans compter que la proximité de la mer permettait l'installation facile de comptoirs et que l'on pouvait, avec quelque habileté, se concilier les naturels du pays, en lutte continue avec les Espagnols et surtout avec les Anglais. Voilà ce qui explique que, malgré les innombrables difficultés que lui suscitèrent ses ennemis, John Law arracha au Régent le monopole du commerce de la Louisiane pour vingt-cinq ans. Les lettres patentes, en forme d'édit, du 23 août 1717, portant établissement d'une Compagnie de Commerce sous le nom de Compagnie d'Occident furent enregistrées au Parlement le 6 septembre suivant. Le principe était la Société par actions dont l'accès était ouvert à tous : mise en commun de tous frais et avec l'espoir de bénéfices ultérieurs; actif et passif de la Société patents grâce à une comptabilité à la fois très claire et très rigoureuse — Dutot, qui y avait été commis, en témoigna de façon irréfutable; toutes ces dispositions étaient de nature à constituer autant de garanties pour la bonne marche de l'affaire.

Il y eut bien plus par la suite : l'idée unitaire se développa. Ce fut la Compagnie des Indes qui s'adjoignit la ferme des tabacs — les navires, au lieu de revenir à

vide revenaient chargés de cette précieuse denrée; ce furent la question du retour colonial résolue à l'avantage des commerçants de nos ports, la lutte sourde avec l'Angleterre et la chute du Système, en partie grâce à l'hostilité, de plus en plus marquée, de lord Stanhope et de Dubois.

L'idée était simple. Voici, selon nous, les traits dominants du Système, que nous appellerons de politique coloniale et économique. Il est entendu que la France, dans le but d'économiser la monnaie métallique, doit instituer une monnaie de crédit (parler des particularités et avantages de cette monnaie sortirait du cadre de cette étude). Mais qui dit : crédit, dit : confiance, et la confiance ne se décrète pas. On doit donc la solliciter par des promesses. Y en a-t-il de plus séduisantes que celles qui consistent en une préemption sur un gage éloigné certes, mais riche et certain, le gage colonial qui devient ainsi la base même du Système ? Pour instituer la monnaie fiduciaire qui doit rendre de si grands services à l'Etat, il est nécessaire afin d'exploiter les richesses coloniales, de constituer une grande association de capitaux. C'est le capital-actions qui entre en jeu, mais sa constitution dépasse les forces des particuliers et c'est alors que se produit l'intervention nécessaire de l'Etat. C'est lui qui par la garantie donnée à cette Compagnie privilégiée (véritable Société commerciale), par sa pérennité — car les premières années peuvent être déficitaires — a seul le prestige et la solidité nécessaires pour lancer une telle entreprise. Au bout d'un certain nombre d'années — cinq ou dix — on additionnera les

résultats des différentes entreprises afin d'établir une moyenne. Les bénéfices devront être répartis entre les actionnaires sans que, pour cela, soit négligée la création des réserves pour le cas d'exercices médiocres ou déficitaires. Et nous apercevons très clairement maintenant sur quoi s'étaiera le crédit de la monnaie de papier : sur les bénéfices présumés de la Société de commerce. Voilà pourquoi l'intervention royale est non seulement nécessaire, mais même indispensable. Il est impossible d'avoir autant de confiance en des particuliers, si riches soient-ils, qu'en l'Etat dont la personnalité à cette époque était presque omnipotente. On aurait, dans le cas contraire, confié l'affaire à des financiers, mais l'exemple d'un Crozat prouve surabondamment que les efforts individuels ont une limite facile à atteindre. Cette société de capitalistes acceptant, pour leur Compagnie, le privilège octroyé par le Gouvernement présente beaucoup de points de ressemblance avec celle des actionnaires de la Banque de France : il s'agit toujours d'une entreprise privée jouissant d'un monopole concédé par l'Etat, par conséquent liée intimement à ce dernier.

Le résultat à atteindre est double : en premier lieu il s'agit de prêter à une Société de capitalistes l'appui du pouvoir central dans un but de politique commerciale et économique. C'est ce que nous sommes appliqués à montrer ci-dessus. Mais la seconde partie de l'opération, en réalité la plus importante, fait comprendre à quelle fin nationale devait servir cette gigantesque armature qui semblait créée dans un esprit pure-

ment spéculatif. Le pavillon français étant connu au-delà des mers grâce au trafic de la France avec ses colonies, c'était, de la part de nos agents, une question d'habileté diplomatique et militaire, que de servir la politique d'expansion française en la faisant aider par les capitaux des sujets de Louis XV. Voilà, mises à jour, l'action et la réaction. Le commerce serait ainsi le prétexte à une pénétration autant que possible pacifique. Le négoce deviendrait le véhicule de la culture française. Une alliance avec les naturels du pays contre les Anglais — car la guerre contre nos alliés naturels les Espagnols ne pouvait se prolonger, les causes d'inimitié n'étant pas profondes — nous aurait assuré un vaste empire colonial en Amérique : ainsi un enrichissement général du pays — car les gains des actionnaires eussent profité à tous nos corps de métier — la possession de la moitié du continent américain, telles étaient les conséquences de l'idée géniale du réformateur écossais. L'idée, si osée qu'elle puisse être, ne nous semble pas critiquable en elle-même. Par contre, nous ferons, dans la seconde partie de cette étude, la critique des faits et nous expliquerons les motifs de l'échec par des raisons tout historiques qui, par conséquent, n'infirment en rien la valeur du Système. Law était un homme à Système et, pour un novateur, c'est déjà beaucoup. Mais il eut, selon nous, le tort de ne se laisser guider que par des directives qui se dégageaient des événements pour ainsi dire spontanément. Que l'on puisse trouver dans les actes de sa politique économique les diverses manifestations d'un Système, cela est indéniable. Mais

il est plus discutable d'affirmer qu'il ait été en lutte ouverte contre les idées en cours à son époque, qu'il ait eu la force de s'affranchir de l'emprise du mercantilisme. Cela eut été d'ailleurs extrêmement difficile, voire même dangereux. Ensuite cet opportuniste montra, en ne créant d'abord qu'une entreprise privée, qu'il n'était pas intransigeant, et que, par des concessions habilement faites à l'opinion publique, il savait fractionner son but jusqu'à le rendre possible. De plus, pour éviter le sort des novateurs imprudents, il s'appliqua à ne pas heurter de front les préjugés à la mode et, s'il s'était maintenu au pouvoir, il eut fait — ce qui est le propre des opportunistes — bien des réformes tempérées, partielles, tout en gagnant du temps. Il est certain que John Law avait acquis une expérience des plus utiles grâce aux remarquables dons d'observation dont la nature, si généreuse envers lui, l'avait gratifié. Il s'était, dès son enfance à Edimbourg, instruit de la sorte. Plus tard, au cours de son existence aventureuse, en Angleterre et en Hollande, il apprit le mécanisme des banques et les fluctuations du Commerce international. Ses spéculations sur les effets publics des Etats européens, qui lui valurent de développer sa fortune dans des proportions très intéressantes, sont inspirées d'un sens des réalités financières réellement extraordinaire pour un jeune homme de cette époque dont les plaisirs auraient pu obnubiler l'intelligence. On peut avancer, sans être taxé d'exagération, que sa culture fut presque uniquement celle d'un autodidacte. Peut-être, en raison de cela, manquait-il quelque peu d'instruction théorique. Nous avons

dit plus haut et le répétons : ce n'était pas un théoricien et, à certains points de vue, c'est à regretter. Malgré tout il reste que la constitution de la Compagnie de Commerce, que nous étudierons par la suite, était extrêmement solide et que les raisons de sa chute sont, comme nous l'avons indiqué, tout historiques. D'ailleurs, pour les entreprises, quelles qu'elles soient, privées ou publiques, le succès n'est pas un critérium certain de bonne organisation.

Après avoir rendu hommage à Law d'une façon aussi nette pour sa conception audacieuse, nous n'avons que plus de liberté pour introduire une réserve : ce qui lui fit le plus défaut, c'est de n'avoir pas étudié suffisamment l'établissement des Grandes Compagnies de Commerce, le résultat de leurs opérations, etc... Il aurait pu discerner les causes de leur échec et tirer de cet enseignement une sage leçon pour la réalisation de ses propres desseins. Mais, chez lui, le point de vue purement financier domina tout. Dans ces conditions, il ne sut pas isoler la Banque de la Compagnie, ce qui eut été nécessaire pendant une période raisonnable, au moins pendant quelques années. Au lieu d'attendre un certain laps de temps, ce fut seulement au bout de quelques mois qu'eut lieu la fusion de la Banque et de la Compagnie. Il est vrai que la décision des actionnaires qui institua cette fusion fut, dit-on, inspirée par le Régent. Mais il semble difficile d'admettre que Law s'y soit rangé contraint et forcé. De telle sorte que nous voyons la Banque caissière de la Compagnie et celle-ci caution de la Banque, alors que ni l'un ni l'autre de ces deux

établissements n'avait encore, par un succès appréciable, justifié cette union. Bizarre spectacle, comme le remarque Michelet, que celui du plus fragile, du plus ruineux des deux Etablissements qui prétendit soutenir l'autre, opinion d'ailleurs injuste puisque exagérée.

Law, certes, fut excusable d'avoir agi ainsi. Sans exagérer le rôle important de la Finance, soutien du Commerce et de l'Industrie, pivot de la Politique, il est tout naturel de voir cette préoccupation devenir dominante chez tous ceux qui, au début du XVIII^e siècle, veulent relever notre crédit fortement ébranlé. Dès avant la mort de Louis XIV, le problème financier était des plus inquiétants. Law était déjà venu proposer un plan de réforme. En butte à l'hostilité des gens en place, il avait été reconduit à la frontière. Plus tard, lors de la minorité de Louis XV, il revint et finit par trouver accueil près du Régent, quelques années après le traité d'Utrecht, si préjudiciable à notre prestige en Amérique. Le duc d'Orléans, hostile au personnel dont s'entourait celui que le duc de Saint-Simon appelait « le Roi des maltôtiers », était en outre assez partisan des réformes. Ce prince intelligent projetait d'ailleurs, quelque temps avant sa mort, de rappeler Law, pour essayer plus longtemps le Système, trouvant avec raison qu'il faut laisser à une entreprise un certain crédit de durée pour pouvoir en juger les résultats. Mais le Grand Cardinal qui connaissait bien les Français, Armand du Plessis, duc de Richelieu, avait écrit avec beaucoup de justesse, dans son Testament politique : « L'impatience naturelle à notre nation ne permet pas

d'espérer que nous puissions persévérer quinze à vingt ans de suite dans la même résolution. »

Ce qui est proprement remarquable et ce qui n'appartient qu'à Law, c'est la création d'une Compagnie de commerce dont les dividendes devaient fournir le gage de la monnaie fiduciaire. Voilà le noyau d'une combinaison qu'aucun contemporain n'avait même aperçue, voilà la clé du Système unitaire, qui dénote, de la part de son auteur, une largeur de vues et une prévision réellement extraordinaires.

Mais les finances ne peuvent être prospères que si l'Etat est riche. Or, Law a vu que la principale richesse des Etats venait du Commerce et de l'Industrie, qu'il était donc du devoir du Gouvernement d'encourager et au besoin de protéger ces deux branches de l'activité de ses sujets. Il est donc indispensable dans ce but d'avoir recours au Crédit. Et, c'est à cause de cette impérieuse nécessité, qu'apparaît l'idée étatiste chez Law. Car, écrit-il, « c'est au Souverain à donner le crédit, non à le recevoir ». Le Prince seul a un crédit véritable. Les particuliers n'ont que des apparences de crédit, telles sont ses idées. C'est pourquoi l'existence d'une Compagnie privilégiée monopolisant le Commerce colonial lui semble éminemment propre à causer l'enrichissement, partant le bonheur, de la nation qui entreprend l'expérience. D'ailleurs, que serait la Banque sans la Compagnie de Commerce ? La monnaie de papier ne pouvait, dans l'esprit de Law, avoir de garantie efficace que dans les bénéfices du Commerce colonial. Donc, le but de la Compagnie privilégiée sera double :

1^o Donner aux billets une apparence de solidité;

2^o Augmenter les revenus du Roi. Cela est, à proprement parler, de l'interventionnisme accentué. Il s'agissait d'un effort sérieux pour voir le Prince participer à l'activité économique générale.

D'ailleurs, nous avons dit plus haut que le Prince devait favoriser le Commerce. Voyons un peu et approfondissons la notion de Commerce telle qu'elle existe à tous les âges. Il y a deux sortes de Commerce : intérieur et extérieur. Du premier, nous ne parlerons pas. Le second comprend cinq sortes d'opérations :

1^o Exportation de marchandises nationales et importation de produits étrangers (par étranger, nous entendons tout ce qui est produit hors de France). Or, pour arriver à ce résultat, la monnaie — fiduciaire ou réelle — est toute puissante. Sa diffusion tend à intensifier la production et, par suite, notre exportation.

2^o Transport de marchandises étrangères d'un pays étranger dans un autre pays étranger.

Pour atteindre ce but, la nécessité d'une puissante marine marchande s'impose. La Louisiane, avec ses forêts vierges, devait être un merveilleux chantier pour construire des navires, car, en y transportant la main-d'œuvre nécessaire, on pourrait utiliser toutes les richesses de la colonie.

3^o Importation dans le pays où elles sont rares, de denrées d'un prix élevé après les avoir achetées meilleur marché ailleurs. Là encore c'est la supériorité de la flotte de Commerce qui s'impose. L'exemple de la Hollande est un modèle.

4^o Importation de matières premières, réexportées sous forme de produits manufacturés. Ce genre de commerce donne lieu à diverses combinaisons : drawback, admission temporaire, etc...

5^o Fret ou louage de vaisseaux. C'est une source de bénéfices considérables pour la nation qui l'emporte sur les autres par la supériorité de sa flotte marchande.

En parlant du Commerce extérieur, il nous est impossible de ne pas dire quelques mots de la politique douanière de Law. Tout le monde sait qu'à cette époque il y avait deux espèces de douanes : intérieures, entre les différentes provinces du Royaume ; extérieures, entre la France et l'étranger. Il est bien évident qu'il ne saurait être question alors de libre échangeisme. Mais, à la différence de son prédécesseur : Colbert, Law fut vraiment libéral. Il a dégrevé les cuivres, la houille anglaise, les soies, les chanvres. Il a devancé Turgot, en permettant dans le Royaume la libre circulation des blés. C'était appliquer une sorte de libre échange intérieur. Enfin — point important — lui qui subissait l'empreinte des théories mercantilistes, osa s'en séparer quelque peu. Pour ces derniers, en effet, la balance du Commerce favorable était l'unique préoccupation, et cela afin d'attirer dans le pays le plus grand nombre possible de métaux précieux. C'est ici qu'apparaît l'antinomie logique entre les mercantilistes et Law. Puisque celui-ci préférait la monnaie fiduciaire à la monnaie métallique — au début il se fut contenté de les voir circuler indifféremment l'une et l'autre, car, dans toute réforme, il faut procéder par étapes successives —

il devait ne pas désirer obtenir la réglementation des échanges nécessaire pour obtenir une balance du Commerce favorable. Car les métaux précieux n'eussent pu lui servir que d'encaisse pour garantir la monnaie de papier et il estimait posséder une meilleure garantie dans les richesses facilement réalisables de nos colonies. Pour cela, il lui eut fallu organiser l'exploitation des colonies et on ne lui en laissa pas le temps. D'ailleurs, à ses yeux, la réglementation des échanges est impossible :

1^o Parce qu'elle diminue les produits des droits d'entrée si elle a pour conséquence la réduction des importations;

2^o Parce qu'une pareille politique suscite de nombreuses fraudes, notamment la contrebande;

3^o Parce qu'en exacerbant les rivalités économiques, elle amènerait fatalement, de la part de l'étranger, des représailles, en particulier sous forme de guerres de tarifs.

La vérité est que, du temps de Law, l'opinion publique n'était pas mûre pour comprendre le Système. Une trentaine d'années plus tard, un homme considérable, le marquis de la Galissonnière, expose une véritable politique coloniale, dans son *Mémoire sur les colonies de la France dans l'Amérique septentrionale* (1).

1. Cf. Arch. Aff. Etr. *Mémoires et Documents*. Amérique 2, pièce 4. Mémoires sur les colonies de la France dans l'Amérique septentrionale par M. de la Galissonnière, ci-devant commandant général de la Nouvelle-France et l'un des commissaires du Roi pour le règlement des limites de l'Amérique, décembre 1750.

Il s'afflige tout d'abord de ne pas voir mieux comprise l'utilité des colonies (ce témoignage vient d'autant plus à l'appui de ce que nous avançons que deux ans après le traité d'Aix-la-Chapelle, le prestige de la France rayonnait sur l'Europe entière). Ce qui nous attire particulièrement dans cet écrit véritablement prophétique c'est son deuxième article. L'auteur y insiste vivement sur l'importance de conserver le Canada et la Louisiane. Ces deux possessions paraissent solidaires, dit-il : elles se tiennent. Le Canada est à charge à la France, certes, mais il donne de la valeur à la Louisiane. Nos seuls ennemis, ce sont les Anglais. Or, notre supériorité en Amérique sur eux, n'est qu'accidentelle. Ce qui est effrayant, c'est la prédominance maritime de l'Angleterre, grâce à laquelle elle peut nous vaincre en Europe et nous faire déchoir du premier rang que nous occupons (écrire cela six ans avant la néfaste guerre de Sept Ans, c'est réellement faire preuve d'une remarquable clairvoyance). Or, nous ne pouvons soutenir la dépense d'une marine égale à la leur. Le seul remède à la menace anglaise, c'est donc de les attaquer dans leurs possessions coloniales. Grâce à la Louisiane, nous donnions la main aux Espagnols, nos alliés naturels. Il y a plus — et malheureusement ce sage conseil ne fut pas entendu par le Gouvernement de Louis XV — nous devons mettre nos colonies en état de se défendre elles-mêmes.

Nous avons tenu à parler de ce *Mémoire*, car il est l'œuvre d'un véritable homme d'Etat, hélas méconnu. Mais il y a davantage. La Galissonnière nous semble

le continuateur de la politique coloniale de Law. Comme son illustre prédécesseur, il eut fait l'impossible pour éviter la cession du Canada en 1763, prévoyant bien que cette perte serait le prélude de nos revers en Amérique. Ceci nous amène à parler de « l'américanisme » du Système.

Law — qui domine réellement tout le XVIII^e siècle — vit de suite que nous serions très forts dans l'Amérique septentrionale avec le Canada et la Louisiane. Cela devait nous amener à avoir en Europe une position de premier ordre, car il est de fait que les grandes puissances européennes doivent à l'Amérique leurs principales richesses. Le commerce de l'Espagne n'est si prospère qu'à cause de l'importation des matières précieuses provenant du Mexique et du Pérou. Celui du Portugal est alimenté par les retours du Brésil. Fatalement, la France serait tributaire de l'Espagne, l'Angleterre du Portugal, si l'une et l'autre n'avaient leurs colonies propres. Si les Hollandais, si puissants autrefois, tombent à n'être qu'une nation de second rang, c'est la conséquence de la médiocrité de leur puissance en Amérique. Les possessions des Portugais, des Espagnols étaient plus anciennes mais plus faibles; celles des Anglais et des Français, situées sous le même climat, appelaient la rivalité de leurs maîtres. L'américanisme de La Galissonnière, qui était latent chez Law, avait donc poussé celui-ci à la prise en possession de la Louisiane. Law, d'ailleurs, était partisan du pacte colonial. Cette politique économique, qui consistait à réserver à la métropole, le commerce exclusif de ses

colonies, entraînait bien dans les idées du XVIII^e siècle et était une des conséquences du mercantilisme. Beaucoup de colons, par la suite, demandèrent le transport direct de leurs marchandises aux consommateurs — c'est-à-dire la possibilité de commercer directement, le cas échéant, avec l'étranger. Cette grosse question : commerce direct, est intimement liée à celle du retour colonial dont nous n'aborderons pas non plus l'examen, ces deux problèmes sortant des cadres de notre étude. Quelle aurait été l'attitude de Law à ce sujet ? La réponse n'est pas si malaisée à trouver qu'elle le paraît de prime abord. Il est probable que cet opportuniste se serait, une fois de plus, adapté aux circonstances. Le protectionnisme nécessaire dans les débuts de la colonie aurait, par la suite, fait place à un véritable libéralisme. Quoi qu'il en soit, il serait excessif d'exploiter contre le Système l'arrêt du Conseil d'Etat — intervenu le 27 janvier 1726 — qui permit de porter directement toutes sortes de marchandises du crû des Iles Françaises d'Amérique (les Antilles) en Espagne, à l'exception toutefois des sucres bruts. L'interprétation contraire paraît, croyons-nous, plus près de la vérité. D'ailleurs, cet arrêt marque une exception dans la politique coloniale suivie à cette époque.

Ce qui était par dessus tout nécessaire, c'était l'introduction de la main-d'œuvre dans nos colonies. Car il fallait des bras pour défricher les forêts, construire des vaisseaux qui auraient été armés là-bas, cultiver les céréales diverses, établir des postes avancés mi-commerciaux mi-militaires, etc...

Quelque opinion que l'on se fasse du Système, son auteur en a très judicieusement montré certaines conséquences, dans sa lettre du 18 mai 1720 sur le Nouveau Système des Finances. Il y écrit notamment : « En tous cas, la porte des richesses a été ouverte à tout le monde, et c'est ce qui fait la principale différence des fortunes de l'ancienne administration aux fortunes de celle-ci. » Et, plus loin : « On peut dire même qu'au lieu que l'ancienne administration ne fournissait rien et amenait de jour en jour l'abandon et le dépérissement de tout, le Nouveau Système est si heureux que la confiance et la défiance qu'on peut avoir à son égard viennent également à l'avantage du Royaume : la confiance fait jeter des fonds dans le Commerce des Indes, et la défiance fait défricher des terres et bâtir des maisons. »

Nous pensons que l'essentiel de la Doctrine se trouve dans les « Considérations sur le Numéraire et le Commerce ». Quant à ses « Lettres sur le Nouveau Système des Finances » (1) qui sont également très explicites et très complètes, elles montrent la foi qu'il a en ses principes. Il annonce à ses ennemis : « Le Système se fera sans vous parce qu'il est fondé sur des principes et que les principes se rendent maîtres tôt ou tard des opinions les plus rebelles. » Et, plus loin, il montre que s'il est un novateur, c'est plus par la façon de présenter et de coordonner ses théories que par elles-mêmes : « En un mot, rien n'est moins nouveau, rien n'est si ancien que les principes qu'on vous représente. Mais ils de-

1. Nous croyons devoir signaler, suivant Barbier, l'attribution d'une de ces lettres à l'abbé Terrasson, un contemporain de Law.

meuraient sans liaison et sans usage. Le Système les a rassemblés. Par là il vous a paru nouveau. »

Il ne cacha pas son hostilité contre les Parlementaires et les traitants, dont la haine devait d'ailleurs contribuer à le renverser. Pendant les périodes troublées — comme la Régence — les premiers veulent conquérir le Pouvoir et les seconds l'opulence, les uns et les autres au détriment du Prince, c'est-à-dire en définitive du bien public. Cette manière de voir n'étonne pas de la part de celui qui détestait les entraves à ses réformes. Il voulait être libre d'organiser la Bourse des valeurs, les marchés à terme avec prime, d'introduire l'unité dans l'administration des Finances par la réunion des Fermes et des Recettes générales. Nous avons dit et maintenons que c'était un libéral, mais, pour s'imposer, il avait besoin d'un masque autoritaire. Et Taine n'a pas craint d'écrire dans son *Ancien Régime* qu'on ne connaissait pas avant le Système le grand essor des entreprises, de la spéculation et des fortunes.

Dans la formation intellectuelle d'une individualité puissante comme la sienne, il convient de rechercher quelles furent les influences qui s'exercèrent sur elles. Il paraît certain que l'Anglais Paterson, qu'il avait connu, fut pour lui, en quelque sorte, un véritable maître. Ce Paterson avait commencé ses essais pour la création d'une Banque et avait, en 1711, rétabli le crédit de l'Echiquier par la formation de la Compagnie de la Mer du Sud. Voulue ou non, il y avait là une ressemblance frappante. L'influence de Hobbes a également marqué la formation intellectuelle de Law. On pourrait

même retrouver dans ses écrits une continuation des théories des légistes du xiv^e siècle. Le but suprême est le bien de l'Etat : l'idéal serait le despotisme éclairé. Law eut probablement approuvé Joseph II. L'autorité du Prince, à la fois paternelle et ferme, est absolument nécessaire pour faire le bonheur du peuple, notamment pour faire apprécier les bienfaits du Système, surtout au début de son institution.

Sont-ce là les théories d'un libéral ? D'abord il ne faut pas donner à ce mot un sens que nous ne lui prêtons pas. Ensuite, laissons parler, sur le Commerce colonial, J.-B. Say dont les opinions générales ne sont pas suspectes. « Le privilège exclusif d'une Compagnie, dit-il, est justifiable, quand il est l'unique moyen d'ouvrir un Commerce tout neuf avec des peuples éloignés ou barbares. Il devient alors une espèce de brevet d'invention dont l'avantage couvre les risques d'une entreprise hasardeuse et les frais de première tentative. Les consommateurs ne peuvent pas se plaindre de la cherté des produits qui seraient bien plus chers sans cela, puisqu'ils ne les auraient pas du tout. » On n'est pas plus net ni plus véridique. Si donc, comme nous le verrons plus loin, leur application fut plus ou moins heureuse, les idées du Système qui en fixèrent les principes, n'en étaient pas moins excellentes.

En définitive, quelle était la valeur théorique du Système ? Nous allons conclure en transcrivant l'appréciation d'Emile Levasseur dont le jugement fait autorité en la matière :

« Toutefois, écrit-il dans ses *Recherches historiques*

sur le *Système de Law*, dans l'appréciation de ses théories, il faut se rappeler qu'il réduisit le premier en *Système* des idées économiques que le temps n'avait pas encore éprouvées. Il a éclairé la route et nous pouvons aujourd'hui, jugeant l'homme et ses Principes avec moins de passion que ne pouvaient le faire ses contemporains, dire que, si Law fut trop absolu dans ses idées et trop violent dans ses moyens, il fut du moins animé du désir de faire le bien, ferme dans les principes qu'il croyait vrais et honnête dans sa conduite; que son *Système* reposait sur un principe faux qui n'était que l'exagération d'une vérité; qu'il périt par ce principe : mais qu'il fut utile à la science économique et qu'il eut pu rendre de grands services au Commerce si une prudente réserve l'eut renfermé dans des bornes plus étroites. »

Ce jugement, nous ne le faisons pas nôtre intégralement. Du moins contient-il une part suffisante de vérité pour rendre un hommage mérité au génial précurseur qui annonça ceux que, au XVIII^e siècle, devait attirer l'étude du Commerce international, Bernardo de Ulloa et Jeronimo de Ustarriz en Espagne, Jean-François Melon et Guillaume-Thomas Raynal, en France.

CHAPITRE II

LES FAITS

SECTION I. — LA COMPAGNIE DE COMMERCE

A. *La Compagnie de Commerce.* — Avant de fonder une Compagnie de Commerce, Law, dans le but de vulgariser la monnaie fiduciaire, créa une Banque qui, avant d'être d'Etat, ne fut que privée (1716). Cet organisme était-il utile ? Cette question fut controversée. Sans prendre parti sur ce point — qui ne nous intéresse qu'à titre accessoire — rappelons simplement qu'avant son établissement, le Régent consulta les treize plus importants négociants du Royaume : Bernard, Heusch, Moras, le Couteux et quatre autres se prononcèrent contre la Banque, ce qui constituait une majorité défavorable au projet. Le Régent passa outre cet avis. L'indication de la majorité ne nous est pas moins utile, car elle reflète l'opinion du haut Commerce, de ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui les gens d'affaire. Ce qui nous préoccupe, par contre, c'est la Compagnie de Commerce.

Et d'abord, au début du XVIII^e siècle, au lendemain du malheureux traité d'Utrecht, quelle était la situation de nos colonies ? Les Compagnies coloniales n'étaient pas fortement organisées. Le fonctionnement de

l'association était défectueux. Les guerres continuelles (on ne connaissait pas alors la règle posée par le Congrès de Paris en 1856 : le pavillon couvre la marchandise mais ne la confisque pas) nuisaient énormément au Commerce international.

Le pacte colonial fut un régime restrictif pratiqué sous l'Ancienne Monarchie et qui était en harmonie parfaite avec les idées qui dirigeaient la politique. L'expression « pacte colonial » est d'ailleurs impropre. Il n'y avait pas pacte puisqu'il n'y avait pas contrat synallagmatique. Une série d'actes, depuis l'édit de mai 1664 jusqu'à l'arrêt du Conseil du 30 août 1784, constitua le régime non pas consenti, mais subi par nos colonies. Au xix^e siècle, après la découverte de la betterave qui porta un coup fatal à nos colonies sucrières, ce régime paraissait presque un pur anachronisme. Adouci sous la Restauration et sous la Monarchie de Juillet, il fut supprimé par la loi du 3 juillet 1861 : le régime de la liberté était substitué à l'obligation pour les colonies de commercer avec la métropole seule.

Il est à remarquer qu'on a surtout envisagé, dans l'opération de Law, le côté financier. La preuve en est dans l'examen des nombreux écrits qui s'intéressaient à ce sujet. Nous n'avons en vu dans cette étude que le côté commercial, auquel nous attribuerons un caractère très important. Signalons donc, à l'appui de notre opinion, que le dossier V du carton K 910 aux Archives nationales, porte la mention : Finance et Commerce — Système de Law. Ce détail de classement n'est pas sans importance pour établir la preuve de ce que nous

avançons. Nous relevons également, sous le numéro XV, des lettres patentes en forme d'édit portant établissement d'une Compagnie de Commerce, sous le nom de Compagnie d'Occident, données à Paris, le 23 d'août 1717, enregistrées au Parlement, le 6 septembre suivant (dans le dossier II, du même carton, se trouve une déclaration en interprétation de cet écrit, datée du 9 septembre 1717); sous le numéro XVI — un édit du Roi de décembre 1717 qui fixe à 100 millions le fonds de la Compagnie d'Occident pour lequel il est créé 4 millions de rente au dernier vingt-cinq; savoir 2 millions sur le contrôle des actes; 1 million sur la Ferme du tabac, et 1 million sur celle des Postes (ce dernier édit ne se trouve d'ailleurs pas dans Isambert).

On pourrait croire que la création de la Banque allait gêner l'évolution de la Compagnie. En aucune manière. Cela avait été prévu. Tout était nettement délimité. Nous n'en voulons comme exemple que le dix-huitième article des lettres-patentes — en 21 articles — données le 20 mai 1716. Nous en transcrivons le texte *in extenso* : « Comme cet établissement ne doit porter aucun préjudice aux particuliers, marchands, banquiers ou négociants, la Banque ne fera par terre ni par mer, aucun Commerce en marchandise et elle ne se chargera pas des affaires des négociants par commission tant en dedans que dehors le Royaume. » — Les lettres patentes d'août 1717 sont précédées d'un exposé des motifs où se marque la sollicitude du Gouvernement pour le Commerce en général, et les Colonies de l'Amérique septentrionale en particulier et qui nous apprend

d'une part que le privilège sur la Louisiane accordé à Antoine Crozat en septembre 1712 venait de lui être retiré sur sa demande, de l'autre que le traité d'exploitation fait avec les sieurs Aubert, Neret et Gayot le 10 mai 1706, venait à expiration à la fin de l'année 1717. Tous ces droits allaient être l'apanage de la Nouvelle Compagnie qui, par ailleurs, devait jouir des bénéfices spécifiés dans les édits des mois de mai et août 1664, août 1669 et décembre 1701 (article premier). Son monopole commercial durait pour la Louisiane une durée de vingt-cinq ans; son privilège au Canada, pour la vente de tous les castors gras et secs, compterait du 1^{er} janvier 1718 au 31 décembre 1742 (article 2).

Il est d'ailleurs à remarquer que le Canada a été exploité par une Compagnie exclusive pendant la plus grande partie du xvii^e siècle. Nous n'allons pas ici refaire l'histoire des Compagnies de Commerce ni discuter de leur utilité. Nous constatons seulement l'ancienneté de leur existence. Ne l'a-t-on même pas fait remonter à l'Association des Argonautes partis à la recherche de la Toison d'Or ? Au Moyen Age, les Normands principalement — leur première expédition ne fut-elle pas la conquête de l'Angleterre, sous la direction de Guillaume le Conquérant ? — étaient la pépinière de ces voyageurs affamés de gloire et surtout de richesse. En 1402, Jean de Béthencourt, qui avait formé une Compagnie, découvrit les Iles Canaries. Depuis le xvi^e siècle, l'histoire des Compagnies de Commerce fut toujours troublée. On était loin d'être d'accord sur le

maintien du privilège. La Compagnie des Indes fut discutée en Angleterre (1) à ce point que, en 1628, elle suppliait le Gouvernement d'examiner la nature de son Commerce, de le supprimer s'il était jugé nocif estimant que, dans le cas contraire, la nécessité d'une autorisation publique s'imposait.

Le Canada — si voisin de la Louisiane — avait joui de la sollicitude du grand politique qu'était le cardinal de Richelieu. Il s'était mis lui-même à la tête de la Compagnie du Morbihan ou des Cent associés, en vue d'exploiter directement cette province. Mais l'existence de cette Compagnie ne paraît pas avoir été plus brillante que celle des autres.

Or, qu'avait-il été fait au juste à la Louisiane ? En 1682, Cavalier de la Salle, Gouverneur du fort Frontenac au Canada, descendit le Mississipi jusqu'à son embouchure et prit possession du pays, auparavant découvert et exploré par les Espagnols. Il fut assassiné en 1687 et les postes qu'il avait créés furent détruits par les sauvages. Mais son œuvre fut reprise en 1698 par Lemoyne d'Iberville, nommé Gouverneur général et par Lamothe Cadillac, successeur de ce dernier. Puis ce fut la concession octroyée à Crozat, qui lui fut retirée sur sa demande en 1717. Dans les considérants du Conseil de Marine du 13 janvier de la même année, le Conseil, en déchargeant Crozat de son entreprise, reconnaît qu'elle est trop considérable pour un homme seul. Ce fut Law, naturalisé l'année précédente, qui

1. Il existait, en Angleterre, une Compagnie des Indes à la vérité plus puissante que la nôtre.

l'emporta et hérita du bail d'une contrée dont la possession était pour nous d'une utilité incontestable. Située entre la Caroline anglaise à l'est, et le Mexique espagnol à l'ouest, elle reliait le Canada au nord et, par sa splendide position sur le golfe du Mexique, regardait les Antilles, notamment Saint-Domingue, notre principale colonie à sucre, dont la richesse était tellement jalousée par les Anglais. Un Français qui, à cette époque, nous donne sur la Louisiane des renseignements précieux, c'est le chevalier de Bonrepos. Il est très intéressant pour se faire une idée des ressources du pays. Il nous apprend que le Mississipi — le fleuve le plus long de l'Amérique septentrionale après le Saint-Laurent — était très poissonneux et pouvait facilement être rendu navigable. Sans tomber dans les exagérations et les hyperboles d'une certaine littérature de réclame destinée à lancer l'opération, on peut affirmer que ce pays était très riche et possédait des mines nombreuses et variées. La côte était baignée par un golfe sur lequel se trouvait la Vera Cruz, principal dépôt des richesses du Mexique, à proximité de la Havane et de beaucoup d'autres stations espagnoles. Le climat y est doux et tempéré, le gibier relativement abondant ainsi que les légumes et les fruits. Le tabac y était aussi bon qu'en Virginie. Le riz, l'indigo, le cacao pouvaient y être cultivés. Quant aux forêts de chênes et de sapins, elles contenaient de ces arbres très beaux et en très grande quantité qui pouvaient servir à construire des vaisseaux sur place. Une chose essentielle était la plantation de beaucoup de noyers et de mûriers blancs

propres à nourrir des vers à soie. Rien n'empêcherait un établissement de soierie comme les Anglais avaient fait à la Caroline.

Voilà le pays concédé à Law. Or, il nous donnait toutes facilités pour concurrencer le groupe anglais; ce qui était de bonne guerre commerciale, car les Compagnies privilégiées possédaient à la fois l'esprit de domination et l'esprit de conquête.

Les possessions anglaises étaient situées le long de la mer, donc d'accès facile. Leurs terres étaient fertiles. De la Géorgie on retirait beaucoup de céréales, de la Caroline du riz et de la soie, de la Virginie et du Maryland du tabac. La baie d'Hudson jouait pour elles le rôle d'un grand débouché. Mais une difficulté pour la vieille Angleterre venait de ce que ses productions étaient les mêmes — ou à très peu près — que celle de la Nouvelle Angleterre. Il n'en était pas de même, heureusement, pour celles de la vieille France et celles de la Nouvelle France.

D'ailleurs l'Amérique était partagée entre les puissances européennes, car la doctrine de Monroë n'était pas encore née. Outre les Anglais et nous, il y avait les Espagnols, qui restaient établis sur les débris des deux grands Empires du Mexique et du Pérou, les Portugais qui occupaient une grande et riche partie de l'Amérique méridionale et les Hollandais qui possédaient quelques Antilles alors dénommées Iles sous le Vent.

Nous venons de voir quel était le domaine concédé à la Compagnie par Louis XV. Examinons maintenant

les articles suivants de l'édit : l'article 3 contient une restriction au privilège : il laisse libre le commerce que les habitants peuvent faire dans ladite colonie, soit entre eux, soit avec les sauvages. De même l'article 4 stipule que le commerce du castor restera libre dans l'intérieur du Canada. La concession de tout le domaine public de la Province de la Louisiane est faite dans les mêmes conditions qu'elle avait été octroyée à Crozat par les lettres patentes du 14 septembre 1712 (article 5). Aucune redevance à payer pour la propriété des mines et carrières pendant la durée de ce privilège (article 7). L'examen des autres articles nous montre les modalités suivantes : le droit de déclarer la guerre, de faire des alliances, d'aliéner les terres, d'établir des châteaux forts et des places fortes; de nommer le Gouverneur, les officiers, les juges; d'arborer le pavillon blanc à l'arrière et au beaupré des vaisseaux de la Compagnie. Aide militaire du Roi en cas de nécessité, obligations de recruter des équipages français, d'effectuer le retour dans le port de départ, droit de course contre les navires qui traiteraient dans les pays concédés à la Compagnie, qualité de régnicole accordée à tous les Européens de la Louisiane, donc dispense du droit d'aubaine pour les étrangers, certaines exemptions de droit en faveur de personnes et de marchandises déterminées, telles étaient les stipulations suivantes.

Les articles 27 et 28 sont particulièrement à signaler : Pour les marchandises que la Compagnie ferait

1. Cf. Lettres patentes en forme d'édit. Arch. Nat. K 910. Dossier V, n° 15.

venir de l'étranger, l'admission temporaire dans les magasins des douanes royales ou entrepôts de la Compagnie à charge de réexportation dans le délai de dix-huit mois était prévue. De plus, les marchandises apportées par la Compagnie, pour son propre compte, des pays de sa concession dans les ports du Royaume ne paieront pendant les dix premières années de son privilège que la moitié des droits que de pareilles marchandises venant des îles et colonies françaises de l'Amérique doivent payer aux termes du règlement d'avril 1717. De même, réduction de 50 0/0 des droits que paieraient des marchandises de même espèce et qualité, pour celles qui ne seraient pas comprises dans ledit règlement comme provenant des îles et colonies françaises de l'Amérique. Exonération totale pour le plomb, le cuivre et autres métaux. Mais aucune exonération si la Compagnie prend sur ses vaisseaux des marchandises à fret. De même, faculté de l'admission temporaire dans les magasins des douanes, à charge de réexportation dans un certain délai, des marchandises venant de la Louisiane à destination de l'étranger. L'article 29 prévoit pour les vaisseaux construits là-bàs, une gratification de : 6 livres par tonneau pour navires de 200 tonneaux et au-dessus; 9 livres par tonneau pour navires de plus de 200 tonneaux. Les Directeurs sont choisis, la première fois par le Roi, ensuite par les actionnaires réunis à cet effet, qui possèdent également le droit de nomination et de révocation des employés, officiers, etc...

Un bilan général doit être rigoureusement publié fin

décembre. Sont prévues également l'insaisissabilité des appointements pour les Directeurs, officiers et employés de la Compagnie, des actions, mais il reste aux créanciers la possibilité de faire saisir les dividendes sans posséder toutefois le droit de regard sur les écritures. Ces dernières doivent être tenues régulièrement sur des livres à ce destinés. Le Roi fait don à la Compagnie des vaisseaux, marchandises et effets appartenant à Crozat, à la condition de transporter à la Louisiane au moins 6.000 blancs et 3.000 noirs pendant la durée de son privilège. De plus, toutes acquisitions faites par la Compagnie lui resteront même en cas de non-renouvellement de son privilège. La Compagnie dont le territoire faisait partie du diocèse de Québec, avait d'ailleurs toute liberté pour organiser elle-même sa gestion et son administration propres, sous réserve bien entendu de l'approbation du pouvoir royal. L'article 54 porte que « ladite Compagnie pourra prendre pour ses armes un écusson de sinople à la pointe onquée d'argent, sur laquelle sera couché un fleuve au naturel, appuyé sur une corne d'abondance d'or au chef d'azur, semé de fleurs de lys d'or, soutenu d'une face en devise aussi d'or, ayant deux sauvages pour supports et une couronne trefflée ». Enfin, remarquons le dernier article (56) inspiré par le souci de l'équité qui doit ne recevoir aucune atteinte du fait de privilège concédé à la Compagnie d'Occident : il est fait défense à cette dernière « de vendre ou recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, aucun habitant établi dans nos colonies pour le transporter à la Louisiane, sans en avoir obtenu la permis-

sion par écrit de nos Gouverneurs Généraux auxdites colonies, visée des Intendants ou Commissaires ordonnateurs ».

Nous venons de résumer l'essentiel des dispositions de l'édit, sauf toutefois son statut financier que nous allons — ce qui nous paraît préférable — examiner à part. Remarquons tout d'abord que l'on prit soin de spécifier, pour les Sociétés déjà formées, la possibilité de prendre intérêt dans la Compagnie d'Occident. Les dispositions financières sont contenues dans les articles 32 à 40. Le fonds se compose de 200.000 actions de 500 livres chacune, ce qui fait un capital de 100 millions de livres. Il est fourni en billets d'Etat payables au porteur, dont la valeur est singulièrement dépréciée (le fonds réel n'atteignait donc pas le chiffre du fonds nominal). L'intérêt de ces billets devait être payé au denier vingt-cinq, soit à raison de 1 livre de rente pour 25 de capital, c'est-à-dire de 4 0/0. Des rentes annuelles de 4 millions étaient donc, de ce fait, assurées à la Compagnie. Vient ensuite une disposition singulière : l'endossement est admis, mais n'oblige pas à la garantie de l'action. Il s'agit, on le voit, d'un endossement spécial. Les rentes en faveur de la Compagnie couraient à partir du 1^{er} janvier 1717 et étaient payables par trimestre. Les dividendes en faveur des actionnaires ne devaient courir qu'à partir du 1^{er} janvier 1718 et seraient payables par semestre. Il n'y a d'ailleurs rien de plus naturel que cette différence de traitement quant au point de départ des intérêts et quant à la date de leur échéance. La Compagnie ne pouvait donc être

appelée à fournir des dividendes, le cas échéant, que le 1^{er} juillet 1718, et encore est-il admis aujourd'hui, la plupart du temps, que les dividendes sont annuels et non semestriels. D'ailleurs, en fait, cette date de juillet 1718 correspondait à un exercice annuel. D'autre part, il était bien juste que la Compagnie bénéficiât de l'intérêt des billets d'Etat depuis le 1^{er} janvier 1717 car cet apport initial devait lui servir de mise de fonds pour les dépenses de première exploitation. La garantie de paiement de ces rentes était représentée par une affectation spéciale à leur profit sur la Ferme du Contrôle des actes des Notaires, du petit Sceau et des Insinuations laïques. Nous le voyons : la Compagnie était parfaitement organisée. Notamment les clauses relatives à l'admission temporaire tant pour l'importation que pour l'exportation des marchandises de la province de la Louisiane, témoignaient de la modération de sa politique douanière. Quant aux primes à l'armement, elles étaient suffisantes pour exciter au défrichement des forêts et à la construction des navires. Or, les ressources du sol étaient indéniablement abondantes. Voyons comment on tenta d'exploiter cette contrée si riche. C'est ici que le côté financier intervient. Nous allons résumer brièvement, non pas « le Système » — des maîtres ont écrit sur la matière et nous renvoyons à leurs savants ouvrages — mais la partie du Système en étroite connexité avec la tentative de monopole du Commerce colonial et sans l'exposition de laquelle l'historique de cette dernière deviendrait incompréhensible.

Sous la Régence, Law avait trouvé en France une

Banque — qui, d'ailleurs, fonctionnait mal — la « Banque d'emprunt », formée par les Fermiers généraux. Cette Société avait vu, au début, les billets qu'elle émettait, bien accueillis par le public. Le 2 mai 1716, Law fut autorisé à fonder la Banque générale qui, en 1718, devint royale. La vogue de ses billets, qui firent une large prime sur le numéraire, fut favorisée par l'arrêt du Conseil du 10 avril 1717 qui autorisa les Caisses publiques à recevoir les billets de banque comme argent comptant. Mais, en décembre 1719, fut commise la première faute. Le Gouvernement s'empara de la Banque, et, comme les finances étaient obérées, il émit du papier monnaie en grande quantité. Alors que, en juillet 1719, le total des billets émis atteignait la somme de quatre cents millions, il y eut successivement : une émission de 120 millions en septembre 1719, une de 360 millions en décembre de la même année, et une de 200 millions en février 1720. En six mois à peine, il y avait eu pour 680 millions de billets émis ; soit, au total, plus d'un milliard en circulation. Ce qui prouve bien que le Département des Finances était plus fautif que Law c'est que — probablement sur la demande de son Directeur — la Banque ne devait plus émettre de nouvelles actions, dont le succès était très grand, trop grand même, aux termes de l'arrêt du Conseil du 12 novembre 1719 confirmé par celui du 10 décembre suivant. Cette politique d'inflation devait entraver dès son début la bonne marche de la Compagnie de Commerce. Le 22 février 1720, en effet, eut lieu une assemblée générale des actionnaires, sous la présidence

du Régent qui offrit à la Compagnie des Indes, qui accepta, la régie de la Banque royale. L'unité était faite, mais dans des conditions déplorables. Elle venait après une inflation extraordinaire qui fut la première et la principale cause de la dépréciation du papier monnaie. La Compagnie de Commerce devait fatalement se ressentir de cette alliance avec un établissement bancaire, dont la gestion, depuis la mainmise du Gouvernement, était défectueuse. Cependant, la réunion de ces deux établissements n'était pas, quoi qu'on ait prétendu, contraire au plan de Law. Écoutons-le : « L'autorité, dit-il, dans sa réponse au deux lettres sur le nouveau Système des finances, qui protège la Compagnie, c'est cette autorité despotique si à craindre aux entreprises des particuliers qui trouvent dans leur chemin le bien réel ou apparent de l'Etat, mais qui devient un secours si fort et si puissant pour une affaire générale à laquelle on ne peut toucher sans que, du même coup, toutes les parties de l'Etat n'en soient ébranlées ; qui réunit le maniement des finances et tous les genres de Commerce qui en sont la cause, et qui, par là, attache indivisiblement et d'une manière sensible, l'intérêt du Prince à celui de la Compagnie. »

En février 1720, la valeur des actions était environ quatre fois et demie supérieure à celle des billets, comme nous le voyons ci-après :

Valeur moyenne des actions : 4.891.560.000 livres.

— — — billets : 1.089.872.490 livres.

Il apparut à Law qu'un sacrifice était nécessaire. Il pensa que celui des billets était préférable et, afin de

soutenir le prix des actions, les fit vendre et acheter à bureaux ouverts au prix de 9.000 livres chacune. Cette monétisation de l'action fut l'œuvre de l'arrêt du 5 mars 1720. Il y eut un double courant de conversion — le prix de l'échange étant fixe — entre l'action et la monnaie de papier. Les excès de la spéculation avaient été tels que dans la première quinzaine de novembre 1719, les actions valaient 20.000 livres. Et cependant elles étaient nombreuses dans le public, exactement 630.000 (nous ne comptons pas en effet dans ce chiffre les 1.200 actions de la Banque émises en 1716) dont voici le décompte :

Actions de la Compagnie d'Occident.....	200.000
— supplémentaires de l'Occident-les-mères.....	9.000
— fondation de la Compagnie des Indes-les-filles.	50.000
— Compag. des Indes, 2 ^e émiss. les petites-filles	50.000
— 3 ^e émission, dite des Cinq-Cents.....	100.000
— 4 ^e — — —	100.000
— 5 ^e — — —	100.000
— 6 ^e — (supplémentaire).....	24.000
	633.000

En les ramenant au prix de 9.000 livres, cela faisait un capital de $633.000 \times 9.000 = 5.697.000$, soit presque six milliards qui représentent la valeur effective du capital-actions.

Les 300.000 actions dites des Cinq Cents étaient destinées à constituer un prêt à l'Etat. Leur taux nominal était de 500 livres, mais elles étaient introduites sur le marché au prix de 5.000 livres (ces émissions se firent le 13 et le 28 septembre, le 2 octobre 1719; la 6^e émission dite supplémentaire, le 4 octobre). Mais on ne

payait de suite que 500 livres; le reste était échelonné par dixième. La Compagnie promettait 12 0/0 de dividende, ce qui n'avait d'ailleurs rien d'excessif.

Law avait mené l'opération très habilement. Il avait été assez adroit, dans les périodes difficiles où la concurrence de l'Anti-Système des frères Pâris se révélait redoutable, pour faire effectuer en son propre nom des marchés à terme avec prime. Puis, comme dans nos modernes Sociétés par actions, avait subordonné, dans les émissions pour la Compagnie des Indes, la souscription aux nouvelles actions à la représentation d'anciennes, ce qui, de suite, avait fait monter celles-ci, car l'engouement — basé sur des faits réels, on le verra — était grand pour le Mississippi et justifiait le plan de Law vu que « la Banque n'était ni la seule ni la plus grande de ses idées ».

En 1718, la Compagnie d'Occident fut reçue adjudicataire de la Ferme du tabac pour 4.020.000 livres. Elle en rendit l'usage libre en l'assujettissant à un droit, ce qui eut pour résultat d'en augmenter la consommation. Cette même année, la Compagnie — qui avait acquis les droits de la Compagnie du Sénégal et sa flotte — était en possession de faire seule la traite des nègres, le commerce des cuirs, de la poudre d'or, etc..., depuis le cap Blanc jusqu'à la rivière Sierra Leone.

En mai 1719, la Compagnie devint Compagnie des Indes occidentales, s'incorpora la Compagnie de la Chine, celle d'Afrique (juin) et celle des Indes orientales (juillet) : elle réunit alors tout le commerce des Indes. Elle reçut successivement l'adjudication de la

frappe des monnaies, pour neuf années, celle de la Ferme générale, celle des gabelles, enfin celle de la Recette générale des Finances (juillet à octobre 1719). Mais il fallut attendre l'arrêt du 10 septembre 1720 pour voir la Compagnie privilégiée attirer à elle le trafic de l'île de Saint-Domingue, la grande colonie sucrière dont le commerce était jusque-là resté libre ainsi que celui des Antilles. Law évoquait de plus en plus à lui les grands services. Il avait acquis la Ferme générale, c'est-à-dire les impôts indirects. Il devint maître des impôts directs, en se faisant donner — ce qui était une nouveauté — la régie de cette administration. Il voulait faire triompher le Système unitaire économique dont la centralisation financière pouvait s'adapter d'autant mieux en France qu'elle correspondait parfaitement à la centralisation administrative voulue par la Royauté. Il touchait à l'apothéose. Déjà il avait un siège à l'Académie des Sciences et, converti, occupait une place dans le banc d'œuvre à Saint-Roch où il était marguillier d'honneur. L'assemblée générale des actionnaires du 30 décembre 1719 fut pour lui un triomphe. Par lettres patentes du 5 janvier 1720, enregistrées le 15 avril suivant, il fut nommé Contrôleur général des Finances. La confiance des actionnaires dura quelques mois encore : elle se renouvela à l'Assemblée générale du 22 février 1720, l'écossais naturalisé français et devenu catholique était nommé Inspecteur général de la Compagnie et de la Banque pour le Roi. Intervinrent ensuite l'arrêt du 3 mars 1720 qui monétisa l'action à 9.000 livres, celui de 21 mai suivant qui réduisit progressive-

ment la valeur de l'action et du billet, en vue de réduire la spéculation éhontée qui causa en partie la ruine du Système. Cet arrêt fut d'ailleurs révoqué six jours après. L'opposition du Parlement se manifesta; il y eut, à Paris, quelques mouvements populaires. Le 29 mai, Law démissionna de sa charge de Contrôleur général des Finances. Cependant, le surlendemain, le Régent le ramena aux affaires sans toutefois lui rendre son titre, mais en lui donnant ceux de Conseiller d'Etat d'épée et d'Intendant général du Commerce. De plus, dans l'espoir de nuire à Law, les conseillers d'Etat La Houssaye et Fagon se rendirent pour perquisitionner à l'hôtel de la Compagnie des Indes. Celle-ci, d'après la délibération du 3 juin 1720, prétendait avoir un capital de trois cents millions. C'était peu, dira-t-on, mais il s'agissait uniquement du capital en caisse, non des rentrées éventuelles dues au commerce colonial. Or, ils trouvèrent une comptabilité impeccable (Dutot qui y était employé en a fait l'éloge, important sous sa plume de spécialiste) et en caisse : 21 millions en espèces, 28 en lingots, 240 en lettres de change, au total : 289 millions. On le voit, l'écart — 11 millions — était insignifiant. Mieux exploité, cet événement eut pu tourner à la confusion des personnes venues aux fins de perquisition et des détracteurs de la Compagnie.

Nous comprenons mieux alors l'arrêt du 3 juin 1720, qui édicte la suppression de la moitié des billets et des deux tiers des actions. La Compagnie s'affranchissait ainsi d'une dette de 900 millions, essayait de dégager son avenir et celui de la Banque, voulait affirmer son

caractère uniquement commercial en se faisant attribuer le privilège de la Compagnie de Saint-Domingue et le commerce exclusif de la côte de Guinée qui lui manquaient encore. A cette date, nous l'affirmons, si Law avait été énergiquement soutenu, il est plus que probable qu'il aurait rétabli les affaires de la Compagnie. Mais la coalition de ses ennemis, longtemps contenue, triomphait. Le 27 décembre 1720, Le Pelletier de la Houssaye le remplaça dans la charge de Contrôleur général des Finances. MM. Crozat et Bernard furent chargés des affaires de la Compagnie et les principaux administrateurs de celle-ci embastillés. Le 29, les actionnaires déclarèrent qu'elle ne devait garder que le tabac (le bail de la Recette générale fut cassé, celui de la Monnaie lui fut retiré peu après). Au conseil du 24 janvier 1721, le Contrôleur général dont les paroles furent d'ailleurs confirmées par un arrêt du 4 février suivant, déclara, malgré les protestations du duc de Bourbon, la Compagnie responsable de la gestion de la Banque. On connaît le reste : l'acharnement des Pâris-Duverney, avec l'aide, consciente ou non, de Bernard et de Crozat, l'iniquité du visa. On ne timbra que 56.000 actions (48.000 entières, 80.000 dixièmes (1)).

La Compagnie des Indes, pierre angulaire du Système, fut sacrifiée. Car, si on voulait la déclarer respon-

1. La liquidation fut très laborieuse. Le bureau chargé des affaires de Jean Law persista jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (Aux Arch. Nat. ces papiers sont classés sous les cotes V¹ 254-259 et G⁸ 1-11). En plus existèrent des Commissions chargées de régler les contestations relatives à la Compagnie des Indes.

sable de la gestion de la Banque, il aurait été équitable que le Roi lui versât les 6 millions de la Banque qui ne lui avaient pas été versés lors de la réunion, et les 1.500 millions de billets du Trésor qui avaient été retirés de la circulation.

D'ailleurs, si tant est que l'Europe présentait suivant une gravure hollandaise du temps « le tableau de la folie » (toute une littérature pamphlétaire était née à ce sujet) il n'en est pas moins vrai que la Compagnie de la Mer du Sud, dont Law avait aussi acheté des actions, avait abouti en Angleterre à un fiasco lamentable. Il y eut également une opération de visa. On taxa, tout aussi arbitrairement, 32 anciens Directeurs de la Compagnie à 1.648.791 livres sterlings. Il convient d'ajouter d'autre part que John Blunt n'était qu'un imitateur grossier de Jean Law.

On reprocha beaucoup à la Compagnie d'Occident les adjonctions successives qu'elle fit des autres Compagnies. De la sorte, elle les attira toutes dans sa chute, a-t-on pu dire, et il est bien regrettable qu'elle ne leur ait pas laissé leur vie indépendante. D'abord la Compagnie des Indes — envers qui l'on ne fut ni juste ni secourable — vécut jusqu'en 1770. Ensuite la plus importante des Compagnies qu'elle s'adjoignit — la Compagnie des Indes orientales créée en 1664 par Colbert — n'était guère prospère. Le préambule de l'édit de réunion de juillet 1719 constate qu'elle n'avait pu profiter de l'assistance de vaisseaux et d'argent dont Louis XIV l'avait gratifiée pendant de nombreuses années. De plus — faits beaucoup plus graves — elle avait

abandonné la navigation et allait jusqu'à concéder ses privilèges à des particuliers. Or, ces particuliers étaient absolument incapables de lutter contre la concurrence étrangère et, de ce fait même, la Compagnie des Indes languissait. En 1714, son privilège avait été prolongé pour dix ans : on se demande pourquoi. En réalité, elle s'endettait toujours davantage. Tous ses privilèges furent donc remis à la Compagnie de Law, à charge de payer toutes les dettes. Cette dernière devait hériter non seulement de toutes les marchandises, mais aussi des droits réels, mais elle était tenue par contre de substituer sa responsabilité à celle de la Compagnie des Indes orientales. De même lui étaient transmises la prime à la construction, l'autorisation de faire le commerce des étoffes prohibées, à charge toutefois de les transporter à l'étranger. Les marchandises qu'elle pouvait vendre en France étaient soigneusement et limitativement énumérées. Un arrêt de septembre 1719 renouvela ces prohibitions, notamment sur les toiles peintes et étoffes des Indes, et ce, à peine de pénalités très sévères. Et qu'avait-elle fait, cette Compagnie, d'un privilège qu'on lui avait prolongé de dix ans afin de lui permettre de payer ses dettes et de reprendre son commerce ? Elle l'avait, en 1716, vendu à une Compagnie de Malouins, moyennant un droit de 10 0/0 sur le produit des ventes et de 5 0/0 sur celui des prises. Elle ne pouvait plus clairement reconnaître son incapacité et avouer son impuissance. Quant à la Compagnie qui avait été formée en 1713, elle n'avait fait aucun usage de son privilège. Et les autres ? La Compagnie de Guinée, créée

en 1685, et plusieurs fois réorganisée depuis cette date, avait été supprimée le 6 janvier 1716. Quant à la Compagnie de Saint-Domingue, elle était peu fortunée et traînait, depuis 1698, une misérable existence. Les lettres patentes mentionnées plus haut, du 6 janvier 1716 contenaient une déclaration de liberté aux négociants du Royaume, pour le commerce des nègres, de la poudre d'or et de toutes les autres marchandises « qu'ils pourraient tirer des côtes d'Afrique depuis la rivière de Serre lionne inclusivement jusqu'au cap de Bonne-Espérance ». La seule condition mise à cette liberté était l'armement dans les ports de Rouen, Saint-Malo, Nantes, Bordeaux, La Rochelle et le retour dans ces mêmes ports.

Voilà quelles étaient les affaires reprises par Law. Bien loin d'avoir mérité le reproche de leur avoir nui, il les avait au contraire relevées en substituant à une politique coloniale fragmentaire une politique unitaire et continue. Il comprit, après Colbert, et d'une façon quelque peu différente, que la colonisation était une œuvre d'Etat dont le Prince n'avait pas le droit de se désintéresser.

Quant à la question de savoir quel était le meilleur régime à adopter pour le commerce colonial — liberté ou monopole à Compagnie privilégiée — il semble que ce soit le monopole. En se ralliant au régime officiel, John Law montra qu'il n'avait pas la hantise des innovations. Il pensait sans doute que cette politique coloniale était préférable, à une époque où les guerres étaient fréquentes et où la propriété privée n'était, en

cas de conflit, pour ainsi dire pas respectée. Bonnasieux, qui écrivit un ouvrage fort intéressant sur les Compagnies de Commerce, est également d'avis que, à cette époque, le régime des Compagnies à charte était préférable. Sous l'Ancien Régime, les Compagnies privilégiées eurent leurs défenseurs : Montchrétien, Richelieu, Montesquieu; et leurs adversaires : Jean Bodin, les Encyclopédistes, Voltaire et Turgot. Le Système des Compagnies à charte fut celui de l'Angleterre, de la Hollande, de la France. Chez nous, leur maximum d'activité semble avoir eu lieu de 1664 à 1698, période pendant laquelle on relève la formation de 19 Compagnies, parmi lesquelles la Compagnie des Indes orientales et celle des Indes occidentales, dont les opérations furent désastreuses et qui n'atteignirent jamais à la puissance de la Compagnie des Indes anglaises. De 1715 à 1785, il s'en fonda 13, dont l'une — celle qui nous occupe — embrassa l'universalité du commerce colonial. Un des plus graves reproches faits à ces Compagnies fut d'être imprégnées davantage de l'esprit de finance que de l'esprit de commerce et de revêtir plutôt l'aspect d'une association de fermiers que celui d'une société de négociants. Il existait bien d'autres objections : le gaspillage des terres, l'ingérence excessive des officiers du Roi, etc., etc... Dans toute institution l'abus est, après une certaine durée, inévitable. Mais il n'en reste pas moins vrai que, du moment que l'existence des Compagnies reposait sur le privilège royal, la surveillance du Gouvernement était nécessaire. Entre autres prérogatives, la Compagnie pouvait seule

expédier des colons sur le territoire qui lui avait été dévolu et possédait le monopole du commerce entre la France et les pays de sa concession. En revanche, les colons payaient aux actionnaires une redevance, assez modique en vérité. On prétend que ces derniers étaient trop avides. Le Roi ne pouvait même pas faire respecter le privilège des Compagnies — ses créations — et empêcher la contrebande. On l'autorisait quelquefois cependant, pendant la guerre, à cause de la nécessité de ravitailler les colonies. Des navires nommés « interlopes » trafiquaient d'une façon apparente ou déguisée, entre l'étranger et nos colonies.

Les Compagnies n'ont jamais réussi en France.

SECTION II. — CONSÉQUENCES HEUREUSES DU SYSTÈME

B. Conséquences heureuses du Système : Colonisation de la Louisiane. — Nous allons surtout étudier les conséquences du Système à l'extérieur : une des plus importantes fut la colonisation de la Louisiane, des productions de laquelle nous avons parlé dans la première partie de cette étude. Cette riche province n'avait pas, à proprement parler, de limites fixes. Elle était bornée : au nord par le grand territoire qui est au-dessus des fleuves Saint-Louis et Saint-Laurent; à l'ouest, par le Mexique formé de deux provinces : l'Ancien et le Nouveau; au sud, par le golfe du Mexique; à l'est, par la Caroline. Ce grand territoire nous reliait au Canada et excitait la jalousie des Anglais. Nous allons en donner des preuves : une lettre du Conseil et de

l'Assemblée de la province de la Caroline du Sud, du 24 décembre 1719, disait expressément en effet que seule la Couronne pouvait défendre la colonie contre les Français. L'habile politique du Gouverneur de la Louisiane était si redoutée (car il avait su s'attirer de nombreuses sympathies parmi les nations sauvages) que ce besoin de défense fut une des raisons de la Révolution de 1719, celle qui renversa à Charlestown, le Gouvernement des Lords propriétaires, pour mettre la colonie sous la sauvegarde de l'autorité royale. De même, le Gouverneur de la Virginie, Sportswood, écrivant le 14 août 1718, au Board of Trade, était pessimiste : « S'ils — les Français — multipliaient leurs postes le long des lacs, de manière à joindre leurs états du Canada à leur nouvel établissement de la Louisiane, ils pourraient même s'emparer de celle de nos colonies qui leur plairait. » Le salut était donc l'offensive contre les Français. C'était également l'avis d'un de ses collègues, Keith, Gouverneur de Pensylvanie et de John-son, ancien Gouverneur de la Caroline, très inquiets de nos progrès. Et pendant ce temps, en Europe, nous subissions, grâce au Régent, l'alliance anglaise, contre nos alliés naturels, les Espagnols, dont le roi Philippe V était le petit-fils de Louis XIV !

Rivaux des Anglais, en temps de guerre, nous ne l'étions pas moins dans la paix. Nous pouvions, grâce à nos établissements d'Amérique, leur faire une concurrence redoutable, notamment pour le riz, le tabac, la canne à sucre.

Tout d'abord, on ne voulut pas faire de la Louisiane

une colonie de peuplement. Pourtant on peut estimer (1) qu'en mars 1721, date qui coïncide à peu près avec la chute du Système, il y avait là-bas environ 6.000 blancs et 600 nègres. On en avait expédié davantage, mais le surplus était mort. Il est certain que, sous l'Ancien Régime, s'il était un axiome de politique coloniale que l'Etat ne devait rien dépenser directement — mais finançait indirectement en subventionnant les Compagnies à charte — il est non moins exact d'ajouter qu'il veillait scrupuleusement à l'envoi de colons, les comptoirs de commerce et autres établissements étant toujours susceptibles de devenir par la suite des colonies de peuplement. C'est un fait qui se vérifie, dans les chartes octroyées aux Compagnies privilégiées, par l'obligation où les met le pouvoir royal d'introduire dans nos provinces transmarines assez de matériel humain pour pouvoir les mettre en valeur. La Compagnie fonda des villages par l'envoi de familles auxquelles elle concédait un certain nombre d'arpents de terre.

Une des idées essentielles du Système est la suivante : l'utilité de la Compagnie ne tient pas seulement dans un double courant d'importation et d'exportation, mais encore et surtout dans un fonds circulant qui multiplie les valeurs. C'est le problème même de l'organisation du Crédit aux colonies qui est posé, et la solution que Law lui donna fut la fusion de la Banque avec la Compagnie.

1. Cf. Mémoire de Charles Legat, ci-devant Directeur de la Compagnie des Indes à la Louisiane contenant... Arch. Aff. étr. Mémoires et Documents, Amérique 1 : pièce 4.

Les Compagnies anglaises avaient réussi pour la raison qu'elles avaient en Angleterre des revenus indépendants du commerce colonial. En se faisant adjuger la Ferme du tabac, Law marchait dans cette voie. Il y a une autre de ses idées, plus intéressante pour le Crédit colonial. Law aurait voulu que la Compagnie fut autorisée à établir à Paris une Caisse de crédit jusqu'à la somme de 15 millions d'écus. Dans un Mémoire sur l'administration de la Compagnie des Indes est annexé, à titre documentaire, un modèle de certificat de 10 écus. Cet essai de crédit colonial ne fut malheureusement pas accepté.

Un Jésuite, le P. Charlevoix, qui fit en Louisiane des voyages en 1720, 1721, 1722 déclarait le pays très riche. Law y avait une terre de quatre lieues carrées, située aux Arkansas, non loin du Mississipi, dans un endroit très fertile. Il avait obtenu du Régent qu'elle fut érigée en duché. Le Page du Pratz, dont l'histoire de la Louisiane est à citer, habita d'autre part ce pays pendant trente-quatre ans, de 1700 à 1734. Il en donne une description enthousiaste et, en vantant les produits qui y sont récoltés, s'occupe spécialement du Commerce. Il énumère complaisamment les nombreuses marchandises qui pourraient être expédiées au dehors et insiste spécialement sur le trafic qui pourrait être fait avec les habitants des Iles d'une part, avec les Espagnols de l'autre, et même avec les naturels du pays (les Paduncas possédaient, paraît-il, une politesse naturelle qui rendait faciles les rapports de voisinage).

La colonisation était donc possible à la Louisiane.

Car, ce qui attire toujours les colons, c'est, d'une part, le bas prix des concessions, de l'autre, l'exonération d'impôt; et la civilisation ne pouvait manquer d'y faire rapidement éprouver ses bienfaits. Que l'on se rappelle seulement qu'avant la conquête espagnole il n'y avait, pas plus au Mexique qu'au Pérou, de bétail de trait. L'usage de la charrue y était inconnu, comme celui du fer d'ailleurs. Or, l'accroissement de la population d'un pays dépend toujours de l'amélioration de son agriculture et de son commerce. Mais la politique française aux colonies fut toujours nettement différente de l'administration anglaise, et la Louisiane ne fut pas une exception. Cependant un grand effort de colonisation fut tenté. On envoya des colons — on avait acheté 12.000 laboureurs du Palatinat; ceux qui arrivèrent en Louisiane s'établirent sur la côte — dite des Allemands — on recruta les gens sans emploi, les mauvais sujets et les filles. Manon Lescaut était dans un de ces convois. On en expédia plusieurs : le mieux accueilli fut celui des « demoiselles de la Cassette » ainsi dénommées parce qu'elles arrivaient avec leur trousseau. Mais l'ambassadeur d'Angleterre nous empêcha d'y faire parvenir des Protestants, oubliant que les Jacobites avaient peuplé la Caroline et que les Portugais s'étaient débarrassés des Juifs en leur faisant faire voile vers le Brésil. Dans tous les pays, les persécutés furent d'excellents colons. Le *Journal historique des Français à la Louisiane*, par Bénard de la Harpe, est très précieux pour tout ce qui touche à la colonisation. En 1719, la Nouvelle-Orléans est fondée, principalement par des faux-saulniers. La

situation de cette ville était excellente, sur les bords du Mississippi, la grande artère de l'Amérique du Nord. Il y avait, comme on va le voir, un double mouvement : importation du matériel humain en Louisiane — exportation de produits, ou plutôt, de matières premières, en France. Mentionnons que, dès le 9 février 1718, le *Neptune*, la *Dauphine*, la *Vigilante*, arrivaient avec 60 Français. En octobre, des vaisseaux partirent pour la France chargés de marchandises. Puis, le 19 avril 1719, arrivée du *Maréchal de Villars* et du *Philippe*, commandés par des officiers de marine, etc., etc...

En mai 1719, la Compagnie nouvelle — des Indes occidentales — ordonna de transporter des colons de l'île Dauphiné au Biloxi, et, de là, au Mississippi, aux endroits où on leur avait accordé leurs concessions. En décembre 1719 la Compagnie — des Indes — fit sortir de France 18 vaisseaux chargés de marchandise avec 8 millions sen espèces pour trafiquer sur les côtes de Guinée, d'Or, de Coromandel, à Madagascar, aux Iles et en Chine. D'ailleurs, nombre de grands seigneurs, pour donner l'exemple de la confiance et orienter les activités vers la Louisiane, s'étaient fait attribuer des terres.

Nous eûmes naturellement des traverses. Ainsi, au début de 1720, les Chicachas, sur l'instigation de l'Angleterre, nous déclarèrent la guerre. Cela n'empêcha pas le trafic de continuer : le 28 février arriva en Louisiane l'escadre du Roi, convoyant des bateaux de commerce, avec 288 passagers parmi lesquels plusieurs filles de l'hôpital général de Paris.

Sans entrer dans le détail des voyages, pour nos vaisseaux, entre nos ports et la Louisiane, mentionnons que la Compagnie des Indes envoyait plus de bateaux que la Compagnie de la Mer du Sud, qui n'en expédiait par an qu'une quinzaine jaugeant 400 tonnes environ. De plus, notre Compagnie envoyait ses propres unités, à la différence de la Compagnie anglaise; elle n'était pas non plus astreinte, comme cette dernière, à payer des droits à l'Etat.

Il nous faut citer aussi le très intéressant mémoire de Charles Legat (1), Directeur pour la Compagnie des Indes à la Louisiane, contenant :

a) La situation de la colonie le 25 août 1718, lorsqu'il y est arrivé.

b) L'état de ce qui s'est passé dans cette colonie depuis ledit temps jusqu'au 5 mars 1721, jour de son départ et embarquement pour retour en France.

On travailla, dès janvier 1720, à l'établissement du poste du Nouveau Biloxi. Nous occupions déjà les postes de l'Ancien Biloxi, de Saint-Louis de la Mobile, de l'Ile Dauphine, de l'Ile Sugère, de l'Ile aux Vaisseaux, des Illinois, du Fort Laurent; mais les trois seuls postes situés au bord du golfe étaient le Biloxi, la Nouvelle-Orléans et la Mobile. Le défrichement avançait, une des raisons en était la prime à la construction, utile stimulant que les Anglais employaient aussi dans leurs colonies. Ce qu'il fallait principalement éviter, c'était la dissémination des émigrants dont le penchant natu-

1. *Op. cit.*

rel est de s'approprier le plus grand nombre possible de terres. Mais la ruine du Système fut un coup terrible. La Compagnie n'en conserva pas moins, pendant quelques années, l'administration de la Louisiane. N'importe : l'élan était brisé et on le vit bien par la suite. Comme, à cause des fortes chaleurs, les Européens ne pouvaient travailler pendant l'été, on employait des nègres. Les outils de fer pour labourer, les grains pour ensemençer, étaient avancés par la Compagnie. Afin d'encourager l'introduction de la main-d'œuvre européenne, on parlait, pour les ouvriers, d'un salaire quotidien de vingt sols au moins.

Ce qui importait, c'était de ne pas répéter les errements de Crozat. Il avait échoué pour plusieurs raisons : il avait trouvé la colonie dans une grande misère avec 50 habitants et 50 soldats, ces derniers n'étaient plus payés. Ensuite, notre isolement était manifeste, à cause de l'hostilité des sauvages et de l'absence de relations amicales avec les Espagnols. Les Anglais, de plus, étaient maîtres de tout le commerce, notamment de celui de la morue sèche. Cela leur était facile. Leurs colonies de l'Amérique septentrionale comptaient 50.000 habitants environ et ils venaient encore de bénéficier du traité d'Utrecht.

Il fallait réagir vigoureusement. C'est pourquoi on tâcha notamment de ressaisir le trafic du castor. En achetant les castors à un prix raisonnable, la Compagnie empêchait les Canadiens de les porter à la Caroline. Mais il y avait quelque chose à faire pour les mines. Il aurait fallu, à l'exemple de l'Espagne, en

laisser la propriété aux inventeurs, moyennant le paiement au Roi d'un droit de jouissance — par exemple 20 0/0 des revenus annuels, à titre d'usufruit, eût été équitable. Les Espagnols forcés qui se trouvaient à Pensacola prétendaient qu'il y avait de l'argent mêlé aux mines de plomb de la Louisiane, et de l'argent de bonne qualité. Ce plan de colonisation n'était pas chimérique. Le froment fourni par les Apalaches par exemple, était superbe et aussi pur que celui d'Europe. On évitait ainsi l'importation de blé, pour se réserver celles de marchandises plus utiles (instruments aratoires, fusils, munitions, etc...). Quant aux peaux de chevreuil, très propres pour la chamoiserie et la tannerie — les Anglais en envoyaient de grandes quantités en Angleterre — et aux peaux de bœuf elles constituaient, avec le riz et autres céréales, le tabac, le chanvre, etc..., les cargaisons sur les vaisseaux de retour.

M. de Biéville, Commandant général pour le Roi, était un excellent officier. Secondé par son frère, M. de Chateaugué, par Bénard de la Harpe, par l'ingénieur Le Blond de la Tour, ils avaient su gagner l'estime et la confiance des tribus sauvages. Le choix des recrues était facile. Inadaptés de toute sorte : condamnés, vagabonds, aventuriers ou libertins, filles qui fournissaient un prétexte à retenir ces hommes, le tout fit souche. Aujourd'hui, la Nouvelle-Orléans possède un quartier français considérable. Mais, pour parer à la pénurie de main-d'œuvre européenne, l'introduction des nègres était absolument nécessaire. De multiples fraudes firent révoquer la liberté de la traite accordée par les lettres pa-

tentes de 1717. La traite fut, par l'édit du 27 septembre 1720, réservée uniquement à la Compagnie, et cela se comprend. L'exemple de l'Espagne confiant à l'Angleterre l'Asiento des nègres, l'abus fait par cette dernière puissance du vaisseau de permission, n'encourageaient pas le Roi à avoir recours à l'étranger pour l'importation de la main-d'œuvre noire. D'ailleurs, la Compagnie ne tarda pas à renoncer à cette prérogative en faveur des armateurs français moyennant le paiement d'un droit — très raisonnable — de 10 livres par nègre introduit dans la colonie (ce droit était, en effet, à peu près de 1/00, un nègre étant estimé en moyenne dix mille livres). La Guinée était la grande pépinière des marchands d'ébène. Cette colonie n'avait guère de valeur que par ce genre de commerce.

Le but de la Compagnie des Indes était donc double : d'une part, monopoliser tout le commerce colonial, de l'autre, retirer de la circulation des sommes considérables de billets d'Etat à la place desquels seraient émises des actions dont il y avait lieu d'espérer que le crédit serait plus fort, car, le commerce se développant, elles étaient susceptibles de plus-value (il en était de même pour la Compagnie du Sud en Angleterre).

La rivalité économique avec les Anglais aurait, sans la chute du Système, tourné à notre avantage. On aurait pu éviter de leur acheter par an pour 2 millions de tabac, on n'aurait plus eu besoin de leur acheter de plomb.

Quant à nos marins, le système des classes de 1681 assurait de bonnes recrues à l'Inscription maritime. En-

courager le commerce colonial, c'était donc aider nos populations du littoral, et — ce qui plus est — favoriser nos manufactures et nos entrepôts. L'idée unitaire, au pouvoir avec Law, ne résista malheureusement pas longtemps à tous ses ennemis. On lui a reproché son exclusivité. Pourquoi, dit-on, empêcher les étrangers de commercer avec nos colonies ? C'était le droit commun en Europe. C'était la politique de l'Angleterre — depuis l'acte de Navigation de 1651 — de l'Espagne, du Portugal. Seules, la Hollande, pour certaines possessions, et le Danemark, avaient une politique diamétralement opposée. Il n'en est pas moins vrai que la Hollande trafiquait intensément avec les îles de la Sonde sous le régime du pacte colonial grâce à une Compagnie privilégiée. D'ailleurs, peut-on comparer l'importance de Curaçao, Saint-Eustache, Sainte-Croix, Saint-Thomas, à celle des possessions coloniales des grandes puissances européennes ? Et puis, en dispensant les étrangers, possesseurs d'actions, du droit d'aubaine, la Compagnie française les incitait à devenir ses actionnaires. Il est vrai que, en Angleterre, une loi venait d'interdire aux nationaux de faire partie d'une Compagnie étrangère.

Résultats généraux. — La Compagnie avait fondé des établissements nombreux en Louisiane. Les propriétaires des concessions prétendaient en tirer parti. L'Acte de Société, formée le 10 janvier 1720 entre le duc de la Force, M. Girardin de Veuvré, le comte de Massetti, le chevalier Fontana, etc... (1) montre que ces

i. Cf. Arch. Nat., V 811.

personnages ne négligeaient pas d'avoir recours à l'association pour se prêter un mutuel appui, afin de mieux assurer le succès de leurs entreprises en Louisiane. Des établissements furent fondés, même à l'intérieur des terres, chez les tribus réputées les plus rebelles : les Yasous, les Natchez, les Akansas. La Nouvelle-Orléans, construite à 30 lieues de la mer, était, par sa situation sur une digue, que le fleuve avait faite du limon de ses eaux, toute désignée pour servir de capitale à la province. Alors que Louis XIV avait laissé notre marine dans un état lamentable, abandonné nos colonies, la Compagnie fut reconnue, lors de la vérification de mai 1720, posséder 105 bâtiments, outre les brigantins et frégates. Elle avait expédié, dans l'hiver 1719-1720, vers les Indes et la Chine, 18 vaisseaux, dont les cargaisons valaient 25 millions, et 30 autres vaisseaux vers la Louisiane, la Guinée, le Sénégal, ce qui lui avait permis de retirer de la circulation pour 100 millions de billets d'Etat et de décharger ainsi le Roi de 3 millions de rentes annuelles.

L'Ile Maurice, qui avait été abandonnée par les Hollandais, possédée en 1715 par nous et appelée Ile-de-France, ne fut effectivement occupée que lors du Système. Elle était une base merveilleuse, par sa situation entre l'Asie et l'Afrique. Le pavillon français apparaissait de nouveau sur toutes les mers comme au temps de Colbert. Le Régent fit fortifier l'Ile Royale où nos pêcheurs s'étaient abrités, depuis que Louis XIV avait cédé Terre-Neuve et l'Acadie à l'Angleterre. Le tabac s'était multiplié à la Louisiane, le café à l'Ile

Bourbon. L'excellent règlement colonial d'avril 1717 (1) contribuait à la prospérité de toutes les cultures. Ce règlement portait les principaux prix suivants :

La soie de 6 à 10 livres, la livre;

Le tabac (1^{re} qualité), 25 livres le quintal;

Le riz (1^{re} qualité), 20 livres le quintal;

Le froment (1^{re} qualité), 10 livres le quintal.

La Compagnie, qui avait émis 633.000 actions, en avait retiré près de 300.000. Le dividende de 200 livres qu'elle promettait à ses actionnaires n'était pas fortement exagéré. Ce qui causa sa perte, ce fut d'être rendue responsable des dettes de la Banque, alors que la majorité de celles-ci étaient constituées par des prêts au Roi.

Le Système unitaire devait rendre de grands services au Royaume : un édit de mars 1720 fut le point de départ de la construction des grandes routes qui marqua une impulsion des travaux publics si utiles au commerce. D'autre part, ce furent les arrêts du Conseil du 14 avril 1719 et du 15 mars 1720 qui instituèrent la gratuité de l'instruction dans l'Université de Paris.

Ce n'est pas tout. Voici d'autres preuves du libéralisme de Law. Un arrêt du 28 octobre 1719 portait exemption de droits sur les grains, un autre, du 29 décembre suivant, rendit libre le commerce du chanvre, en l'exemptant de tous droits, octrois et péages, à l'intérieur du Royaume. Ce même arrêt autorisa la Com-

1. Cf. Arch. Aff. étr. Mém. et Doc. Amérique 11, pièce 3. Règlement du Commerce des Colonies.

pagnie à ouvrir, dans les chefs-lieux de province, des magasins où le chanvre de bonne qualité serait reçu et payé, en quelque quantité qu'on l'offrît, de 30 à 35 livres le quintal. Le but était d'assurer un débouché certain à l'agriculture et de développer le filage et le tissage. Il supprima les droits qui gênaient l'introduction de la soie, dégreva les houilles anglaises, supprima différents droits sur les boissons, huiles et savons et aussi maints offices inutiles — il aurait d'ailleurs voulu aller plus loin dans cette voie. Dès le mois de mai 1719, il avait proposé un impôt proportionnel sur le Revenu. Il rentrait dans son Système de remplacer toutes les contributions par un impôt unique : le denier royal (1). C'est de cette époque que date la construction d'un canal en Provence, les travaux entrepris à Elbeuf pour faire de Paris un port de mer, la création du port de Lorient. Né sous Richelieu, ce n'était encore qu'une bourgade sous Colbert. Law, pour en faire le centre de son commerce maritime, y fit construire de nombreux magasins, ateliers et entrepôts. Il acquit Belle-Isle-en-Mer pour lui servir d'entrepôt, moyennant un loyer annuel de 50.000 livres payé au marquis de Belle-Isle. Nous signalerions de même le développement des manufactures, car une grande activité fut donnée à l'industrie du fait de cet immense effort économique. Marseille fut déclaré port franc. Des conséquences plus générales portent aussi l'empreinte du libéralisme de Law : la

1. Lenglet du Fresnoy (abbé), *Mémoires de la Régence*. Amsterdam 1749, 6 vol. in-12, t. II, p. 321.

baisse du taux de l'intérêt, le morcellement des propriétés, etc...

SECTION III. — LES RAISONS DE L'ÉCHEC DE LAW.

Elles ont toutes un caractère nettement historique, ce qui, par conséquent, n'infirme en rien la valeur idéale du Système. La plus importante est celle-ci : le crédit a besoin de reposer sur des valeurs réelles et les éventualités du commerce colonial ne possédaient pas, pour les actionnaires, les qualités de liquidité certaine et rapide indispensables à tout gage. Or, si l'on veut substituer à la fixité des espèces des billets de banque payables à vue, les opérations sur nantissement, auquel peut donner lieu cet appel au crédit, doivent être menées prudemment et on ne saurait s'entourer de trop de garanties, surtout si l'on ne possède pas — ce qui était le cas, en l'espèce — une encaisse métallique suffisante.

Argument non négligeable, certes. Mais, outre qu'il existait des réserves destinées à servir de garanties en cas d'exercices déficitaires, les divers revenus de la Compagnie eussent pu permettre de parer à l'inévitable lenteur de la réalisation des bénéfices coloniaux.

On pourrait aller jusqu'à s'attaquer à la théorie unitaire elle-même et reprocher à Law la fusion de la Banque et de la Compagnie. Nous n'entrerons pas dans cette voie. Pour nous, la fusion était une bonne chose en elle-même, mais elle fut trop rapide, car ni l'un ni l'autre de ces établissements n'avait eu le temps maté-

riel de donner des preuves suffisantes de sa réussite. La théorie unitaire ne fut d'ailleurs réalisée que progressivement. Le 25 juillet 1719, Law se vit accorder le privilège exclusif de la fabrication des monnaies pour neuf ans, avec le titre de Surintendant des monnaies. Une Assemblée générale tenue à Paris s'engagea à verser deux dividendes semestriels de 6 0/0 chacun, soit, annuellement, 12 0/0 de la valeur nominale de l'action, c'est-à-dire 60 livres. Ce chiffre était, il faut le reconnaître, quelque peu exagéré, bien que, sur les actions émises, 200.000 étaient entre les mains du Roi et de la Compagnie et ne portaient pas intérêt. Mais, peu après, la Compagnie se vit, par l'arrêt du 27 août 1719, adjuger la Ferme générale d'où l'on pouvait retirer 10 à 12 millions par an (la Compagnie s'engageait par contre à rembourser les actions rentières). D'autres triomphes du Système unitaire à la même époque furent l'adjudication de la Compagnie des gabelles, de la Recette générale des Finances, etc... De plus, la Compagnie émit, le 13 septembre, le 28 septembre et le 20 octobre, 300.000 actions nouvelles au capital nominal de 500 livres et lancées sur le marché à 5.000 livres. La Compagnie recevait donc 1.500 millions, tout en ne reconnaissant qu'une émission de 150 millions. Pour n'être pas de la différence entre ces deux valeurs — réelles et nominales — (car l'action était payable en dix versements de 500 livres), le bénéfice n'en était pas moins considérable pour la Compagnie, partant pour les actionnaires. Le 5 janvier 1720, Law fut nommé Contrôleur général des Finances et, le 22 février sui-

vant, une décision des actionnaires plaça sous sa surveillance en les fusionnant, la Banque — établissement de crédit public — et la Compagnie — monopole commercial aux attributions immenses (elle était chargée même du recouvrement des impôts, ce qui avait eu pour conséquence heureuse la suppression des Receveurs généraux). Dès lors, le dividende promis ne semblait plus exagéré, et cela, tant en raison des résultats du commerce colonial que du bénéfice acquis lors des dernières émissions et des revenus de la Compagnie. Mais il fallait compter sur les excès de la spéculation et ici nous discernons une autre cause d'échec du Système.

L'agiotage effréné des « Mississipiens » d'abord, des « réalisateurs du Mississipi renversé » ensuite, la concurrence redoutable de l'Anti-Système des frères Pâris, la routine souveraine de nos mœurs économiques et l'hostilité de l'Angleterre surtout — notre tenace rivale — furent des obstacles puissants au succès de Law, cet honnête homme arrivé en France avec 1 million 600.000 livres environ, et qui, quelques années plus tard, s'enfuit, riche de quelques louis, dans la chaise de poste de Mme de Prie. Il fut vaincu par notre ennemie séculaire. Jalouse de voir le triomphe de notre Compagnie des Indes et l'échec de sa Compagnie de la Mer du Sud, elle avait de nombreux agents chez nous et, à leur tête, le cardinal Dubois, dont Saint-Simon fit un portrait fidèle. Dubois exerça donc contre Law son habile hypocrisie et sa réussite lui valut, le 15 janvier 1721, une lettre de Shareb, ministre d'Angleterre en France où il est dit notamment : « Mylord Stanhope a été tenté,

plus d'une fois, d'aller vous féliciter du coup de maître par lequel vous avez fini l'année en vous défaisant d'un concurrent également dangereux à vous et à nous. » Car nombreuses étaient les calomnies accumulées contre le Système; entre autres : celle de favoriser l'usure. C'était faux, puisque le taux de l'intérêt avait considérablement diminué. Celle d'être particulièrement inhumain avec les nègres, ce qui était d'autant plus injuste que la traite était d'usage courant et que d'ailleurs ils n'étaient pas maltraités à la Louisiane : on allait même jusqu'à leur donner des terres. Quant aux libéralités en actions envers les Grands, elles se comprenaient très facilement par la nécessité où était le Gouvernement au début de cette entreprise, de se concilier l'aristocratie afin de l'y intéresser. Toutes ces faussetés sont à ranger avec nombre de légendes qui circulaient, comme celle par exemple qui affirmait que le climat de la Louisiane rendait les femmes d'Europe stériles.

Ce qui serait plus exact, au contraire, ce serait de dire que les Grands (1), en ne voyant que le caractère spéculatif d'une opération commerciale, contribuèrent à la faire échouer. Il y avait antinomie entre ce milieu avide de jouissances et de corruptions et l'honnêteté innée du peuple français.

Il y avait aussi ceci : malgré les merveilleux résul-

1. A commencer par le Régent « le duc d'Orléans qui, pour suffire à sa propre facilité et prodigalité, et satisfaire à l'avidité prodigieuse de chacun, avait forcé la main à Law et l'avait débanqué de tant de millions, au delà de tout moyen d'y faire face, et l'avait précipité dans cet abîme ». Saint-Simon (duc de). *Mémoires*, Paris, Sautetet, 1832, t. XVIII, ch. XX, p. 302.

tats de nos colons aux Antilles — dus à leur intelligence et à leur initiative, non à la sollicitude royale — on peut dire que l'Ancien Régime n'était pas colonisateur. Il faut reconnaître que l'Espagne et le Portugal ne nous étaient pas supérieurs sur ce point. Mais il n'en était pas de même de l'Angleterre. Celle-ci avait levé un grand obstacle au défrichement dans ses colonies en ce que la loi obligeait chaque propriétaire à défricher et à cultiver en un temps donné une certaine quantité de terre, à peine de confiscation. De plus, le droit d'aînesse, en usage exclusif dans la mère patrie, n'existait pas partout aux colonies. En Pensylvanie, les terres, de même que les biens meubles, étaient partagés également entre les enfants. Dans trois des provinces de la Nouvelle-Angleterre, l'aîné avait seulement une part double comme dans la loi de Moïse. Autre chose : dans toutes les colonies anglaises, les terres étaient en franche roture, ce qui en facilitait singulièrement l'aliénation. Toutes ces modalités pour combattre la grande propriété et aider au transfert des biens fonciers étaient autant de mesures destinées à favoriser la culture des terres. Enfin les Anglais imposaient peu les produits coloniaux et les impôts qu'ils levaient pour l'entretien des officiers et des magistrats dans leurs colonies étaient modiques.

En outre, les pays qui réussissent à avoir des colonies de peuplement — et à la Louisiane le climat s'y prêtait — sont les pays à forte natalité, comme l'Angleterre, car la colonisation par les inadaptés ne peut être qu'un accessoire à la colonisation rationnelle. Or, Law manquait de colons et il n'a pu, de ce fait, abandonner les

anciens errements, qui n'avaient en vue que l'exploitation intensive et irraisonnée de nos possessions d'Outre-Mer, et faire de la Louisiane une colonie de peuplement.

La peste de Provence est-elle due, comme le prétend Saint-Simon, le célèbre mémorialiste, à la franchise avec laquelle accostèrent à Marseille les navires étrangers ? C'est fort possible. Quoi qu'il en soit, ce fut une grande calamité que les ennemis du Système ne manquèrent pas d'exploiter contre lui.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce sujet et terminerons en disant quelques mots d'un portrait de Law par Saint-Simon (1) qui, à la différence de beaucoup de grands seigneurs, ne fut jamais engagé dans le Système et dont l'impartialité est, par conséquent, absolue : « J'ai dit ailleurs, et je le répète, qu'il n'y a eu ni avarice ni fripponnerie de son fait. C'était un homme doux, bon, respectueux, que l'excès de crédit et la fortune n'avaient point gâté et dont le maintien, l'équipage, la table et les meubles ne purent scandaliser personne. » Plus loin, il rend hommage à la patience qu'il déployait envers ses ennemis et à ses qualités de combinateur. Saint-Simon, dans ce même chapitre (*in fine*) indique quelles furent, selon lui, les principales causes de la chute du Système : « Sa Banque, comme je l'ai dit ailleurs, était une chose excellente dans une République ou dans un pays comme l'Angleterre où la Finance est en république. Son Mississipi, il

1. Duc de Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVIII, ch. XIX, p. 292.

en fut la dupe, et crut, de bonne foi, faire de grands et riches établissements en Amérique. Il raisonnait comme un Anglais et ignorait combien est contraire au commerce et à ces sortes d'établissements la légèreté de la nation, son inexpérience, l'avidité de s'enrichir tout d'un coup, l'inconvénient d'un Gouvernement despotique qui met la main sur tout, qui n'a que peu ou point de suite et où ce que fait un ministre est toujours détruit ou changé par un successeur. »

A part l'ignorance en matière coloniale, cette analyse est remarquable et il nous apparaît que seul, un politique comme le duc de Saint-Simon, pouvait juger avec cette clairvoyance impartiale un autre politique régnicole depuis peu, et si hardiment novateur.

C'est que ces deux personnages se ressemblaient par l'intégrité de leur caractère d'hommes d'Etat, l'horreur de la dissimulation et l'amour des réformes.

CHAPITRE . III

LES POSSIBILITÉS ACTUELLES DE RÉALISATION

SECTION I. — LE COMMERCE COLONIAL

De son exil, Law écrivait à son ami le marquis de Lassay : « Je dois rendre justice à Mgr le Régent; ce Prince désirait soutenir M. Law et son Système. Mais il ne se sentait pas assez de force et d'autorité pour y réussir. » Manque de fermeté, incertitude de direction chez les gouvernants, voilà ce que révèlent ces quelques lignes, ce qui corrobore parfaitement l'opinion de Montesquieu suivant laquelle « la Régence ne fut qu'une suite de projets manqués et d'idées indépendantes ».

Mais, diront les sceptiques, il n'est rien resté de son Système. Nous répondrons que les effets de cette colonisation ont été durables. Aujourd'hui encore, les Louisianais se souviennent avec orgueil qu'ils sont descendants de Français. La Nouvelle-Orléans, berceau de la colonie française, et qui vient de voir célébrer le bicentenaire de sa fondation, a été, pendant la dernière guerre, un centre de propagande extraordinairement active en notre faveur. L'importance économique de ces territoires situés au sud de l'Amérique septentrionale est indéniable. Law, en véritable précurseur, l'avait deviné. Plus tard, Napoléon III, qui fut tellement

blâme d'avoir voulu imposer aux Mexicains l'archiduc Maximilien de Habsbourg, comprenait que des Etats-Unis du Centre Amérique seraient un utile contrepoids aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord dont il redoutait avec raison l'ingérence dans toutes les affaires des Etats du territoire américain, basée sur une application abusive de la Doctrine de Monroe. Mais, outre que les précurseurs sont rarement compris par leurs contemporains, le XVIII^e siècle fut une époque néfaste pour nos colonies. L'échec de la tentative de la Compagnie des Indes suivit la perte de l'Acadie et précéda celle du Canada. Ce fut un épisode — d'aucuns disent très insignifiant mais nous sommes d'un avis diamétralement opposé — entre les traités d'Utrecht et de Paris. Louis XIV et Louis XV ont, par leur politique, perdu nos colonies. En vain pourra-t-on objecter contre le parallélisme établi entre ces deux revers, qu'il n'y a nullement matière à assimilation sous prétexte que la Compagnie des Indes était exclusivement commerciale. L'histoire a au contraire démontré que, aussi bien pour les Espagnols que pour les Anglais et les Français, la pénétration dans ces contrées lointaines se faisait d'abord par le moyen du négoce. L'organisation des Compagnies avec leurs cadres militaires constitués, les expéditions qu'elles entreprenaient contre les naturels du pays, ou contre les colons étrangers établis dans les régions voisines suffiraient, s'il en était encore besoin, à prouver cette assertion. Nous voyons par là que, de même que nous détachons une grande partie du continent africain, nous aurions pu avoir aussi un empire colonial considérable

en Amérique. Il est vrai que notre politique étrangère eut alors été taxée d'impérialiste, mais il est avéré, aujourd'hui surtout, qu'il est très facile d'encourir ce reproche et que l'on n'est jamais sûr d'y échapper complètement. Les personnalités qui, au XVIII^e siècle, ont eu le soin de diriger notre politique coloniale ne semblent pas avoir compris l'importance de cette question. Sur ce point, la responsabilité des hommes d'Etat français du XIX^e siècle est bien moins lourde : ils ont su, pour la plupart, se dégager des conceptions un peu simplistes, qui sévissaient en la matière sous l'Ancien Régime. Il y eut autrefois des exceptions, certes, mais un Choiseul fut submergé par l'insurmontable opposition des préjugés. L'opinion publique n'était d'ailleurs nullement préparée à comprendre l'importance de la question coloniale. Voltaire trouvait bien inutile de sacrifier de l'argent et des hommes pour les quelques arpents de neige qui, selon lui, constituaient le Canada. Telle était l'opinion d'un philosophe éclairé ! Law avait eu d'autres vues plus larges. Aujourd'hui on reprend, sous une forme nouvelle, quelques-unes de ses idées. On parle beaucoup d'un Crédit national d'Outre-Mer dans le but d'outiller et de mettre en valeur nos colonies. On a enfin compris les incalculables richesses que l'on pourrait en tirer et la solution heureuse qu'elles pourraient, par leur trafic, apporter à la dépréciation de notre franc. Il ne faut pas oublier en effet que, malgré les remarquables travaux de réorganisation dont elles ont été l'objet, les régions dévastées constituent, pour notre commerce, une perte des plus sensibles. Elles

couvreraient en effet 7 0/0 de la superficie totale de la France. Leur exploitation rurale fournissait 14 0/0 des céréales, 47 0/0 des betteraves à sucre, 55 0/0 des graines de lin, 92 0/0 du minerai de fer, 74 0/0 de la houille, 81 0/0 de la fonte, 63 0/0 de l'acier, 22 0/0 du plomb de notre production nationale. On pourrait retirer, de nos colonies, non pas tous ces produits, mais beaucoup d'entre eux. Depuis la paix, l'on parle beaucoup des potasses d'Alsace et l'on se réjouit grandement de les avoir récupérées. D'accord. Mais il ne faudrait pas oublier les phosphates d'Algérie et de Tunisie qui, déjà, produisaient avant la guerre plus de deux millions de tonnes par an. Il faut y ajouter ceux du Maroc, de découverte récente, qui promettent de compter parmi les plus riches du monde. Il n'est pas jusqu'au pétrole — dont on ne signale en France des nappes qu'en Auvergne — qu'on ne pourrait extraire du Maroc et de l'Algérie. Nous possédons là d'incontestables éléments de richesses de cette nature. On sait maintenant que des forages ont atteint le pétrole en Oranie. Il est vraisemblable, étant donné que l'on vient également d'en découvrir à la frontière tunisienne, qu'une immense nappe s'étend de Tunisie en Oranie. Ce serait pour nous un grand avantage de diminuer de ce fait notre tribut aux pays producteurs : les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la Russie, la Roumanie.

Le 27 mai 1920, on distribua à la Chambre une proposition de loi de M. Eugène Lefèvre, sur la réglementation des recherches et des concessions de pétrole en Algérie. D'autre part, il est probable qu'il existe aussi

du pétrole à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie. Mais outre qu'il faut exploiter ces richesses, il faut leur faire traverser les mers, et c'est là une question de transports maritimes.

Nous devons, si nous voulons reprendre notre rang de grande puissance, faire un gros effort de réorganisation coloniale. Pour atteindre à ce but, les deux principaux moyens sont l'exportation des hommes et l'exportation des capitaux. Law avait bien compris cette double vérité, lui qui était un novateur en avance sur son époque, non pas simplement de cent, mais de cent cinquante ans au moins.

Aujourd'hui, deux siècles après son infructueuse tentative, nous pouvons, en pleine connaissance de cause, apprécier l'utilité globale de ses théories quotidiennement pratiquées. Les progrès de la vapeur ont fait en sorte que la richesse coloniale — gage du Système — apparaisse moins lointaine, bien que l'insuffisance de notre marine marchande la laisse encore trop éloignée. Sans doute, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord déjà, le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande surtout, mieux armés pour la concurrence maritime, connaissent-ils mieux que nous l'importance du crédit et du commerce coloniaux pour l'enrichissement de la métropole.

A posséder les mines d'or du monde entier, le siècle dernier, l'Angleterre a, de ce fait même, acquis une résistance énorme aux mauvaises fortunes. La bonne tenue de son change, lors de la crise actuelle, est due principalement à la cause que nous venons d'indiquer. Sup-

posons qu'à l'heure présente, la France trouve dans ses colonies l'or qui lui est nécessaire pour payer ses dettes, le Gouvernement n'aurait-il pas des facilités immenses pour réparer l'état insuffisant de notre change ? Que nos colonies nous fournissent abondamment le bois, le sucre, le caoutchouc, les céréales que nous achetons à l'étranger, ces achats enrichiraient la colonie — extension de la métropole — et non nos concurrents. Il faudrait, de toute évidence, importer moins de l'étranger, en faisant venir davantage de matières premières de nos colonies. Mais nous nous sommes déjà expliqués plus haut sur ce point en signalant que la principale difficulté en l'occurrence ne vient pas tant de notre pauvreté en ressources de cet ordre, que de l'insuffisance de nos transports maritimes.

En admettant — et c'est là faire preuve d'un bel optimisme — que nous puissions arriver à avoir une flotte commerciale comparable à celle de l'Angleterre, nous pourrions alors comprendre toute l'efficacité du Système. Le crédit en effet doit être basé sur une réalité et non sur une virtualité. Pour avoir négligé cette vérité, pour avoir cru aux fabuleux revenus apportés des colonies en France par des navires à voile, Law a anticipé sur l'avenir au détriment des actionnaires de l'entreprise qu'il avait fondée. Ces derniers se sont vus — bien malgré eux — jouer le rôle d'initiateurs ; mais, comme il arrive toujours en pareille circonstance, l'échec de cette première tentative géniale a beaucoup plus nui que servi à l'idée directrice dont elle avait voulu faire l'application et la généralisation.

De même que, au point de vue finances publiques, l'échec de Law fit faire un indéniable recul à la création d'une Banque nationale, de même au point de vue commercial, le visa auquel furent soumis en 1721 les actionnaires de la Compagnie donna à cette dernière un coup fatal. Elle put prolonger son existence jusqu'en 1770, mais, après cette date, sauf une tentative de peu de durée en 1781, il ne fut plus question en France de Compagnies privilégiées. Elles conservèrent cependant des partisans. Sous le second Empire, l'éminent président du Conseil d'Etat Troplong, et, de nos jours, certains esprits, désireraient voir adopter une politique coloniale consacrant un fort courant d'importations vers la métropole. C'est en leur nom que, à la séance du 24 janvier 1896, M. le sénateur André Lavertujon demandait, dans sa proposition de loi restée d'ailleurs à l'état de projet, la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation. Ce projet de loi était d'ailleurs précédé d'un remarquable rapport, qui ne négligeait pas l'historique de la question. Ce rapport, modestement intitulé : pièces justificatives, ne parlait presque que du continent africain (*ex Africa semper aliquid novi*) où nous possédions sans conteste à cette époque une situation de premier ordre parmi les nations européennes colonisatrices. Si l'idée de Compagnie est toujours vivace chez les Anglais (une des plus importantes est la British South Africa Company), du moins, chez nous, en reste-t-il quelque chose. Nous voulons parler du Décret général sur le régime des terres domaniales du Congo français, complété par deux autres concernant

le régime agricole et la propriété foncière. Ces trois décrets portent la date du 28 mars 1899.

Quarante concessions furent accordées à des particuliers à la charge de les transmettre par la suite à des Sociétés qui n'étaient pas encore fondées à cette date. Les concessions totales portaient sur une superficie de 663.000 kilomètres carrés. Quatre importantes firmes reçurent des concessions. Ce furent : la Société de l'Afrique équinoxiale, pour 34.000 kilomètres carrés; la Compagnie française du Haut-Congo, pour 26.000 kilomètres carrés; la Compagnie française du Congo, pour 55.000 kilomètres carrés; la Société des Sultanats du Haut-Oubangui, pour 140.000 kilomètres carrés.

Aujourd'hui, au lendemain d'une guerre atroce qui a bouleversé les finances de la vieille Europe, la préoccupation de nous voir utiliser nos richesses coloniales devait apparaître chez ceux qui voulaient trouver un remède à la crise financière dont nous souffrons. Ces espoirs coloniaux devaient avoir un écho dans notre Haute-Assemblée et c'est ainsi que, à la séance du 19 février 1920, s'amorça un débat qui se prolongea par la suite et dont le point de départ était la discussion des interpellations suivantes :

1^o Celle de M. Lucien Hubert, sur les mesures envisagées pour utiliser l'aide des colonies dans la crise économique de la métropole.

2^o Celle de M. Albert Lebrun, ancien ministre des Colonies, sur le programme arrêté pour faire participer les ressources coloniales à notre relèvement économique.

Le lendemain, M. Alexandre Millerand, alors Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dans une lettre adressée à M. Henry Bérenger, sénateur de la Guadeloupe, président du Comité des anciennes Colonies, le rassurait en démentant formellement les bruits répandus par certains journaux américains — bruits d'ailleurs périodiques — d'après lesquels le Gouvernement de la République serait disposé à envisager la cession des Antilles au Gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Sentant l'importance du problème, les parlementaires multipliaient les interventions. C'est le 2 juillet 1920, M. Albert Sarraut, ancien ministre des Colonies qui, à la tribune de la Chambre des Députés, insiste énergiquement pour que les colonies soient exploitées méthodiquement et rationnellement. Son plan : il l'a exposé dans la presse, notamment dans *le Parlement et l'Opinion* de mars 1917.

Dans les *Annales Coloniales* du 13 novembre 1920, le sénateur Ch. Debierre publiait, de son côté, un remarquable article sur le commerce colonial.

Il y a d'autres plans proposés, par exemple le bloc francolonial, de M. Camille Gorju. L'essentiel serait d'adopter un Système et de s'y tenir.

Nos richesses coloniales constituent une source d'approvisionnements non négligeable. On peut estimer à environ 30.000 tonnes la quantité de viande frigorifiée pouvant être importée en France.

Enfin, il reste une dernière source de richesses : le

matériel humain importé des colonies. Signalons simplement les services que nous rendit, ces temps derniers, la main-d'œuvre annamite.

Ce novateur hardi : Law, est un grand méconnu : il avait dû cependant céder à l'idée fixe de tous ceux qui, sous l'Ancien Régime, s'occupaient de colonisation : implanter dans les colonies l'élément régnicole. On l'avait fait aux Antilles, on voulut suivre cet exemple à la Louisiane, mais, quoique le climat ne fut pas particulièrement malsain, le succès fut loin de répondre aux espérances conçues. Sans cet échec, la Louisiane serait peu à peu devenue une colonie de peuplement et nous aurait fait bénéficier d'une importation de main-d'œuvre indigène, dont nous avons tant besoin aujourd'hui.

SECTION II. — LE CRÉDIT COLONIAL

Nous avons vu, dans la première partie de cette étude, l'importance de la théorie unitaire, base du Système. Or, quoiqu'il ne soit pas question dans les écrits du temps relatifs à cet important sujet — notamment dans les nombreux mémoires sur la colonisation de la Louisiane qui se trouvent aux Archives du Ministère des Affaires étrangères — il est hors de doute que, dans l'idée du réformateur écossais, il ne devait y avoir qu'une seule Banque, de même qu'il n'existait qu'une seule Compagnie, pour nos possessions d'Outre-Mer. Nous touchons ici à la délicate question — discutée âprement et plus que jamais aujourd'hui — du Cré-

dit colonial. La Banque unique rentrait parfaitement dans les vues de Jean Law et était parfaitement adéquate à la Compagnie unique. Nous allons prouver — et très facilement — cette obligation qui complète l'harmonie de la théorie unitaire.

Puisque le commerce, relatif à nos différentes possessions coloniales, devait être monopolisé par une Compagnie unique, on ne peut concevoir qu'il y avait plusieurs organismes susceptibles de faire des avances, d'escompter des traites, bref d'aider la Compagnie dans ses affaires. Il y aurait là une concurrence fâcheuse qui, non seulement affaiblirait le principe du monopole commercial de la Compagnie, mais irait jusqu'à nuire aux actionnaires mêmes qui ne sauraient plus à quelle Banque ils doivent confier leurs fonds.

Nous savons bien que l'on peut répondre que ces Banques ne se ruineraient pas entre elles, ayant chacune leurs zones d'influence déterminées et — ce qui plus est — étant, grâce à leur spécialisation, plus compétentes qu'un grand organisme qui les réunirait toutes.

Or, en réalité, rien n'est plus contraire à l'idée de la Compagnie privilégiée unique.

La théorie unitaire ne devait être complète et harmonique que si l'on adaptait un régime identique pour le commerce d'une part, pour la Banque de l'autre. Autrement, il tombe sous le sens que le parallélisme n'existait pas et que la combinaison était boiteuse. Law a écrit : « La Banque est un crédit général qui donne de la vitalité à toutes les parties de l'Etat et notamment au commerce. » Or, si le commerce est général, on ne

voit qu'une conséquence logique : une Banque générale. Si l'on organise des Banques spéciales avec une Compagnie de Commerce générale, l'antinomie est aussi flagrante que si l'on crée une Banque générale avec des Compagnies de Commerce spécial — disons : régional, car ici spécial et régional ont le même sens. Il est certain que Law n'a pas voulu de Compagnies de Commerce régional, puisque tous ses efforts ont tendu à l'absorption de celles existant alors par sa Compagnie d'Occident devenue ensuite Compagnie unique des Indes. Donc, il n'est pas possible d'admettre un seul instant qu'il ait voulu détruire la symétrie de son œuvre, en fractionnant, par des Banques multiples, l'organisme du Crédit colonial.

D'ailleurs, les faits sont là pour prouver le contraire, mais les faits ne révèlent pas toujours toute la pensée d'un homme et il faut penser aux gens qui prétendent que, dans ce que Law a contresigné, tout n'a pas été voulu par lui, mais qu'il y eut des actes qui lui furent suggérés ou imposés par certaines personnes qui avaient intérêt à nuire à son Système. On connaît cet argument — déconsidération des idées du novateur par une mesure maladroite ou injuste — à propos du fameux arrêt du 21 mai 1720, que certains prétendent inspiré par d'Argenson, un de ses ennemis.

Or, il est un fait certain — les textes, si besoin était, le prouveraient d'ailleurs surabondamment — c'est que la fusion de plusieurs Compagnies de Commerce en une seule, n'a pas été imposée mais bien voulue par Law, puisque c'était son idée principale et essentielle. Dans

ces conditions, on peut affirmer, sans crainte de démenti, qu'il en est de même de la Banque unique; cela, c'est de l'unitéisme économique et nous renvoyons à ce propos au développement de la théorie unitaire dans la première partie de cette étude.

Mais ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est le point de savoir ce qui, aujourd'hui, apparaît viable dans ce Système. Nous avons rappelé précédemment que la Compagnie unique avait encore des partisans (André Lavertujon, etc...). Il en est de même de la Banque coloniale unique. D'excellents esprits pensent qu'au lieu d'avoir plusieurs Banques, il y aurait grand intérêt à n'en avoir qu'une seule, dont l'influence s'étendrait sur tout notre domaine colonial.

Le Système, préconisé par M. Cauwès, ancien doyen de la Faculté de Droit de Paris, serait la suppression des Banques coloniales et la remise à la Banque de France de toutes les opérations qu'elles effectuaient. Ce serait une politique tout opposée à celle instituée par la loi du 13 décembre 1901, qui maintient le principe de la pluralité des Banques coloniales. Ce serait aussi le triomphe d'une centralisation dont les avantages sont indéniables, mais qui, naturellement, possède aussi des inconvénients. Le principal de ces inconvénients — et peut-être le seul qui mérite qu'on y prête attention — consiste à dire que les règlements rigides et sévères de la Banque de France, excellents pour la métropole, manqueraient de souplesse pour les colonies. Mais, peut-on répondre, qui empêcherait la Banque de France d'avoir un règlement propre aux colonies, qui, en s'inspirant

de leurs besoins, différerait, dans ses grandes lignes, de celui adopté pour la France ?

Il existe un autre Système — dont les principaux partisans étaient MM. Etienne, Vignon, Ceccaldi (1), qui préconise la création d'une grande Banque d'Outre-Mer ayant à Paris son siège social (banque d'affaires et de spéculations plus encore que d'émissions) qui introduirait les valeurs coloniales sur notre marché financier.

En février 1892, lors de la discussion au Parlement sur le renouvellement du privilège des Banques coloniales, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies, devant la mauvaise réussite des Banques coloniales, avait décidé, sur avis conforme du Ministre des Finances, de proposer la création d'une Banque coloniale unique dont l'activité s'étendrait partout, sauf toutefois en Algérie et en Tunisie. Cette Banque aurait eu des établissements principaux aux sièges sociaux des banques. Les Directeurs de ces dernières seraient devenus Directeurs de ces établissements principaux. Les conseils d'administration des anciennes Banques auraient été transformés en Comités d'escompte. Les succursales devaient être nombreuses. Ce projet n'aboutit pas.

M. Arthur Girault (*Principes de colonisation et de législation coloniale*), était d'abord d'avis, en raison des liens commerciaux qui unissent la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, d'accorder cours légal aux

1. M. Ceccaldi, convaincu de la nécessité d'une revision du régime bancaire, avait déposé, en 1911, une proposition de loi pour fonder la Banque d'Outre-Mer.

billets de chacune de ces colonies dans les deux autres. Ensuite (*Revue de Droit public*, Chronique coloniale, 1896, t. V, p. 94), il préconise, sous le nom de Banque des Antilles, la fusion de la Banque de la Martinique et de celle de la Guadeloupe.

Quel que soit le Système qui finisse par l'emporter, peu importe; l'essentiel — selon nous — serait d'arriver à la notion de Banque unique comme au temps de Law; car, sur les 7 Banques coloniales actuelles, 4 n'ont qu'une très minime importance et on peut affirmer qu'il n'y a de vivantes que la Banque de l'Algérie, la Banque de l'Indo-Chine et la Banque de l'Afrique occidentale ayant leurs sièges sociaux à Paris (la Banque de l'Indo-Chine nous a d'ailleurs rendu de grands services, ainsi que l'a affirmé M. le Myre de Villers, en 1901, lorsqu'il était rapporteur du budget des colonies).

Une Banque unique serait assez forte en effet pour résister à une crise locale et son administration pourrait compenser les pertes faites dans une colonie par les bénéfices réalisés dans une autre.

Substituer un organisme fort à des petites Banques régionales serait donc faire un grand pas dans l'œuvre de colonisation.

C'est sur l'espoir de voir cette œuvre progresser que nous terminons cette étude. C'est une nécessité de salut public qui, plus que jamais, s'impose à l'heure actuelle.

A la grandiose cérémonie du 11 novembre 1920, le char des colonies fermait le cortège. En ce glorieux anniversaire, dans le défilé, toutes les énergies suscep-

tibles d'être utiles à la reconstruction de la France et à son rayonnement dans le monde, étaient représentées. Et ce n'était pas certes un des symboles les moins remarquable que ce char des colonies, représentatif des innombrables forces latentes de ce domaine lointain, de ces magnifiques possessions transmarines d'où nous avons tiré, pendant la guerre, des défenseurs ardents, d'où nous saurons, en temps de paix, extraire des produits abondants et variés, pour notre plus grande richesse, pour notre plus réel prestige, pour notre plus complète victoire !

Vu : le président de la thèse,

P. LESEUR

Vu : le doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,
Le recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

A) SOURCES MANUSCRITES

α) Archives du Ministère des Affaires étrangères.

Mémoires et Documents, Amérique.	1
—	2
—	7
—	11
—	21
—	22

Mémoires et Documents. France... 1991

Mémoires et Documents. Asie.... 3

β) Archives nationales.

K 884-885-910.

V 311.

γ) Bibliothèque Nationale.

Ms. fr. 11.153 (Justification du système de Law
par son auteur).

B) SOURCES IMPRIMÉES

Bénard de laHarpe. — Journal historique de l'établissement
des Français à la Louisiane. Nouvelle-Orléans,
A. L. Boimare. Paris, Hector Bossange, in-8°, 1831.

Blanchet (A.). — Documents numismatiques relatifs à la
Compagnie des Indes de Law (Revue numismatique,
1909, pp. 116-125).

Bonrepos (chevalier de). — Description du Mississipi, écrite
de Mississipi en France à Mlle D... Paris, 1720,
in-18.

Daire (Eugène). — Economistes français du XVIII^e siècle.

- Vie et Œuvres de Law. Paris, Guillaumain, 1853, in-8°.
- Dutot*. — Réflexions politiques sur le Commerce et les Finances (Collection Daire)
- Gorju (Camille)*. — Le bloc francolonial. Paris, Giard et Brière, in-8°, 1917.
- Law*. — Justification du Système de Law par son auteur; avec une introduction et des notes par Fritz Karl Mann. Paris, Marcel Rivière, in-8°.
- Le Page du Pratz*. — Histoire de la Louisiane, contenant la découverte de ce vaste pays... orné de deux cartes et de quarante planches en taille douce. Paris, de Bure aîné, 1758, 3 vol. in-12.
- Levasseur (E.)*. — Recherches historiques sur le système de Law. Paris, 1854, in-8°
- Melon*. — Essai politique sur le Commerce (collection Daire).
- Saint-Simon*. — Mémoires. Paris, Sautelet, 1832.
- Senovert (de)*. — Œuvres de Law. Paris, Buisson, 1790, in-8°.
- Smith (Ad.)*. — An inquiry... (Recherchès sur la nature et les causes de la richesse des nations), édition anglaise. Londres, 1799, 3 vol. in-8°.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Les idées.....	5
<i>Section I.</i> — Entrée en matière.....	5
<i>Sèction II.</i> — La théorie unitaire.....	8
<i>Section III.</i> — Compagnie unique ou compagnies multiples.....	14
<i>Section IV.</i> — Le plan colonial et économique....	18
CHAPITRE II. — Les faits.....	38
<i>Section I.</i> — La Compagnie de commerce.....	38
<i>Section II.</i> — Conséquences heureuses du système.	61
<i>Section III.</i> — Les raisons de l'échec de Law....	75
CHAPITRE III. — Possibilités actuelles de réalisation..	82
<i>Section I.</i> — Commerce colonial.....	82
<i>Section II.</i> — Crédit colonial.....	91
BIBLIOGRAPHIE.....	98
